

Razafindravonona, Jean; Rakotomanana, Eric; Rajaobelina, Jimmy

Working Paper

Étude sur les échanges entre Chine et Madagascar

AERC Scoping Studies on China-Africa Economic Relations

Provided in Cooperation with:

African Economic Research Consortium (AERC), Nairobi

Suggested Citation: Razafindravonona, Jean; Rakotomanana, Eric; Rajaobelina, Jimmy (2008) : Étude sur les échanges entre Chine et Madagascar, AERC Scoping Studies on China-Africa Economic Relations, African Economic Research Consortium (AERC), Nairobi

This Version is available at:

<https://hdl.handle.net/10419/93175>

Standard-Nutzungsbedingungen:

Die Dokumente auf EconStor dürfen zu eigenen wissenschaftlichen Zwecken und zum Privatgebrauch gespeichert und kopiert werden.

Sie dürfen die Dokumente nicht für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, öffentlich zugänglich machen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Sofern die Verfasser die Dokumente unter Open-Content-Lizenzen (insbesondere CC-Lizenzen) zur Verfügung gestellt haben sollten, gelten abweichend von diesen Nutzungsbedingungen die in der dort genannten Lizenz gewährten Nutzungsrechte.

Terms of use:

Documents in EconStor may be saved and copied for your personal and scholarly purposes.

You are not to copy documents for public or commercial purposes, to exhibit the documents publicly, to make them publicly available on the internet, or to distribute or otherwise use the documents in public.

If the documents have been made available under an Open Content Licence (especially Creative Commons Licences), you may exercise further usage rights as specified in the indicated licence.

ETUDE SUR LES ECHANGES ENTRE CHINE ET MADAGASCAR

Madagascar

**Dr. Jean RAZAFINDRAVONONA
Eric RAKOTOMANANA
Jimmy RAJAOBELINA**

Janvier 2008

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES GRAPHIQUES	4
INTRODUCTION.....	5
CHAP I. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE A MADAGASCAR	6
I.1. Indicateurs démographiques	6
I.2. Indicateurs économiques.....	7
I.3. Indicateurs macro-économiques	8
I.4 Indicateurs de pauvreté	10
I.5. Indicateurs de bonne gouvernance.....	11
I.6 Intégration régionale	11
CHAP II. COOPERATION ENTRE CHINE ET MADAGASCAR.....	13
CHAP III. INVESTISSEMENT	15
III.1. Les investissements directs étrangers à Madagascar.....	15
II.2. IDE Chinois à Madagascar.....	17
CHAP IV. COMMERCE EXTERIEUR MALGACHE	23
IV.1. Exportations	24
IV.1.1 Structure et évolution des exportations malgaches	24
IV.1.2 Destination des produits d'exportation Malgache	26
IV.1.3. Exportations de Madagascar vers Chine	27
IV.2. Importations	28
IV.2.1 Structure et évolution des importations malgaches.....	28
IV.2.2 Pays de provenance des produits importés	30
IV.2.3. Importations de Madagascar vers Chine	30
IV.3 Balance commerciale avec la Chine	32
IV.4 Impact et perspectives	33
CHAP V. AIDE	35
V.1 Tendance de l'aide au développement	35
V.2 APD en Provenance de Chines.....	37
CONCLUSION	39
ANNEXE	40
BIBLIOGRAPHIES ET REFERENCES	41

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution récente des indicateurs macroéconomiques de Madagascar.....	10
Tableau 2 : Evolution du stock des investissements étrangers à Madagascar.....	16
Tableau 3 : Structure par branche d'activité du stock d'IDE à Madagascar en 2000 et 2006 ..	17
Tableau 4 : Structure par pays d'origine des stocks des IDE en 2005 et 2006	17
Tableau 5 : Evolution de la structure des capitaux sociaux détenus par les investisseurs étrangers à Madagascar.	18
Tableau 6 : Répartition par branche des capitaux sociaux apportés par les chinois en 2006...	19
Tableau 7 : Liste des entreprises à capitaux chinois œuvrant à Madagascar en 2006.	19
Tableau 8 : Répartition des entreprises à capitaux chinois selon le type d'entreprise d'investissement direct.	20
Tableau 9 : Evolution des créations d'établissements dont le capital est détenu par des résidents chinois.	21
Tableau 10 : Evolution du flux d'IDE provenant de la Chine de 2003 à 2006.....	22
Tableau 11 : Effectif du personnel permanent employé en 2006.....	22
Tableau 12 : Répartition de l'emploi permanent par branche d'activité en 2006.	23
Tableau 13 : Structure de la valeur FOB (en USD) des exportations par groupe de produits	25
Tableau 14 : Evolution des exportations selon la valeur FOB (en %)	26
Tableau 15 : Exportation de Madagascar vers la Chine en 2006.....	28
Tableau 16 : Evolution de la part des exportations par groupe de produits de Madagascar vers la Chine	28
Tableau 17 : Structure de la valeur FOB (en USD) des importations par groupe de produits	29
Tableau 18 : Evolution des importations selon la valeur FOB (en %).....	30
Tableau 19 : Importation de Madagascar en provenance de la Chine en 2006.....	32
Tableau 20 : Evolution de la part des importations par groupe de produits de Madagascar vers la Chine	32

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des Ratio de pauvreté par Milieu	10
Graphique 2 : Evolution du commerce extérieur Malgache de 1995 à 2006 (en Milliards Ariary)	23
Graphique 3 : Evolution des balances commerciales globales de Madagascar et balances commerciales avec la Chine (en Millions USD).....	32

INTRODUCTION

L'évolution de l'économie asiatique, en particulier la Chine, a bouleversé l'échiquier mondial des échanges. Après des années de croissance extrêmement rapide de ses échanges, la Chine est devenue à la fois le 3^{ème} exportateur et importateur mondial. En 2005, alors que le poids de l'Afrique Sub-Saharienne dans les échanges chinois demeure marginal, la Chine a dépassé l'Allemagne pour devenir le premier fournisseur du continent dont elle représente environ 10% des importations. La Chine exporte surtout des biens de consommation (textile-habillement, électroménagers, etc.) et importe d'Afrique du pétrole ainsi que différents minerais et produits tropicaux. L'impact sur l'économie des pays africains peut être vu de 2 côtés :

- Du côté positif, la croissance chinoise pousse à la hausse la demande mondiale et donc le cours des matières premières exportées par les pays africains. De plus, la Chine est devenue le partenaire principal de plusieurs pays africains : elle leur fournit des produits manufacturés bon marché et réduit leur dépendance à l'égard de leurs partenaires commerciaux traditionnels ;
- Du côté négatif, l'économie africaine pourrait devenir plus dépendant encore des matières premières, souffrir davantage des activités de recherche qui en accompagnent généralement l'exploitation et souffrir de la concurrence chinoise, tant sur leur marché intérieur qu'à l'exportation, en particulier dans le textile- habillement suite au démantèlement des quotas douaniers imposés dans le cadre des Accords Multi-Fibres. Tout ceci pourrait compromettre une réduction durable de la pauvreté en Afrique.

De plus, les IDE de la Chine vers l'Afrique n'ont cessé d'augmenter ces dernières années. En 2006, le stock d'IDE a été évalué à plus de 1,5 milliards USD. Il faut noter que ces investissements sont surtout concentrés vers les pays exportateurs de matières premières. Avec la croissance phénoménale de l'économie chinoise, les besoins en énergie et matières premières se font sentir. Ainsi, leurs investissements se concentrent surtout dans les infrastructures qui servent à l'exploitation des produits primaires. Toutefois, leur impact sur l'économie d'accueil est limité. En effet, il n'y a qu'un faible transfert de technologie, un partenariat limité avec les entreprises locales et un investissement limité dans les industries.

Concernant les aides de la Chine envers l'Afrique, ce dernier s'est engagé à annuler une partie de la dette existante, à doubler l'aide financière sur trois ans et à accorder des prêts à des taux d'intérêts préférentiels. Face aux conditions posées par les organisations internationales, l'attitude de la Chine est confortable pour nombre de pays.

Ces images de l'échange entre la Chine et l'Afrique suscitent bon nombre de questions aux chercheurs de tous les horizons. L'AERC n'est pas en reste. En effet, il compte mener des recherches sur l'impact de l'échange sur l'économie africaine afin de permettre la formulation de politiques qui serviront à lutte que l'Afrique s'est engagé, c'est-à-dire la lutte contre la pauvreté.

A cet effet, afin de donner une base solide aux différentes recherches sur le domaine, une analyse de la situation par pays est nécessaire. Des études nationales sont ainsi initiées par l'AEREC au niveau de 28 pays africain dont Madagascar. Cette initiative peut se justifier du fait que la situation de l'échange peut varier d'un pays à l'autre et dépend du niveau de l'économie en question.

CHAP I. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE A MADAGASCAR

Madagascar est une île de l'Océan Indien au large du Mozambique, au Sud-Est de l'Afrique. C'est la quatrième île du monde par sa superficie : 587 000 km².

Après avoir été relativement préservée par le temps, mais si intéressante par sa position stratégique sur la route des Indes, elle devient une colonie française en 1896. Gallieni en devient Gouverneur Général pour près de 9 ans et son rôle dans le devenir de l'île y est primordial.

En 1947, un soulèvement nationaliste est sévèrement réprimé par l'armée française, ce qui provoque la mort de plus de 80 000 personnes. Néanmoins, le chemin vers l'autonomie est commencé. Il s'achève le 26 juin 1960, par la proclamation de l'indépendance.

1.1. Indicateurs démographiques

La population de Madagascar est de 18,5 millions de personnes en 2006, soit une densité de 31,5 habitants par km². L'espérance de vie à la naissance s'élève à 56 ans environ, chiffre assez faible dans l'absolu, mais elle n'est que de 50 ans pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

La croissance de la population est de l'ordre de 3% par an, malgré une mortalité infantile plutôt élevée : 90 pour 1000 naissances. La mortalité des enfants de moins de 5 ans s'élève à 149 pour 1000.

Un peu moins de 8 individus sur 10 résident en milieu rural. Viennent ensuite les chefs lieu de districts (Autres que les Grands Centres Urbain) avec une proportion de 12,1%. 1 individu sur 10 s'installe dans les Grands Centres Urbains. En totalité, les urbains représentent 22% de la population.

La majorité de la population malgache est jeune. Un individu sur cinq est âgé de 5 ans ou moins. De plus la moitié de la population a moins de 20 ans. Les personnes en age de retraite (du moins pour le cas de l'administration publique) représentent environs 4% de la population. En terme d'effectifs de la population, la parité homme – femme est plus ou moins "équilibrée". La proportion de femmes se situe à 50,6%.

En moyenne, un ménage malgache comporte 4,9 personnes. Dans l'ensemble du pays, 67% des chefs de ménages travaillent dans le secteur agricole et la proportion des femmes, chefs de ménages, est de 18%. 77,2% de la population malgache sont en âge de travailler et le taux d'activité global du pays est de 67,7% et favorise davantage les hommes que les femmes. Les actifs salariés sont mieux rémunérés en milieu urbain qu'en milieu rural. Le taux de chômage national se situe de à 2,8% mais le sous-emploi reste très élevé (dans les 7 grandes villes, il atteint 68

1.2. Indicateurs économiques

► Ressources minières

Les principales ressources du sous-sol sont la bauxite, le nickel, le chrome, le graphite, le fer, le charbon, le pétrole et le cuivre. Mais les revenus qu'elles procurent représentent bien peu.

► Agriculture

L'autosuffisance alimentaire n'est pas encore atteinte à Madagascar. Pourtant, une grande partie de la production est naturellement destinée à assurer les besoins nutritionnels de la population malgache : manioc, riz, patates douces, bananes, maïs, pommes de terre, haricots... Mais pour pouvoir rembourser sa dette, Madagascar est obligée d'exporter une partie croissante de sa production agricole : riz, café, vanille, clous de girofle, canne à sucre, tabac... Madagascar est le premier producteur mondial de vanille, malgré la concurrence de la vanille de synthèse. Le cas du riz vaut d'être signalé : exportation de riz de luxe (dont la culture couvre plus de la moitié des terres cultivées), et importation de riz de qualité médiocre...

L'agriculture (au sens large avec la pêche et la forêt) est un domaine essentiel de l'économie malgache, représentant 30% du PIB en 1999, employant plus de 75% de la population active, et fournissant plus de 70% des revenus d'exportations.

► Industrie

Le secteur industriel est représenté par les industries liées à l'alimentation (sucre, viande, produits laitiers), industries de boissons mais aussi le raffinage du pétrole, l'industrie automobile et la confection (depuis la création de zones franches en 1990).

1.3. Indicateurs macro-économiques

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, Madagascar n'a jamais connu une croissance économique notable et stable. Le revenu moyen par habitant a atteint son niveau maximal environ 600\$USA en 1971, 11 ans après l'indépendance du pays. Depuis cette année, les grands changements d'options politiques, indépendamment de leurs caractères légitimes ou non, ont causé des récessions économiques. Le pays a toujours eu besoin de 5 à 10 ans pour inverser les tendances à la baisse du PIB par habitant. Pour l'ensemble de la période 1972-80, la croissance réelle du PIB a été de 0,6 %, et exprimée par habitant, elle a baissé de près de 2% par an. En 1983, lorsque Madagascar s'est engagé à suivre les premiers programmes d'ajustement structurel, le PIB réel par habitant était déjà de 30 % inférieur à son niveau de 1971. Dans l'ensemble, entre 1960 et 1995, le PIB par habitant a observé une baisse tendancielle de -1,5%/an en moyenne. La reprise de la croissance économique s'est profilée en 1996 avec le retour de la confiance des bailleurs de fonds traditionnels et la stabilité du taux de change.

Une amélioration de la gestion économique a été constatée entre 1996 à 2001, Les cinq années de bonne performance ont été caractérisées par une croissance économique soutenue avec un taux de croissance moyen de 4.2% et une diminution de l'inflation passant de 20% en 1996 à 6.9% en 2001 malgré les différents chocs exogènes qui ont bouleversé l'économie du pays (cataclysmes naturels, invasion de criquets...). Cette croissance est tirée par le dynamisme

affiché du secteur secondaire (avec l'expansion des entreprises franches) et du secteur tertiaire (avec le Bâtiment et Travaux Publics (BTP), le commerce et le transport). Par ailleurs, les grands équilibres économiques sont rétablis tant au niveau des finances publiques qu'au niveau des échanges extérieurs et de la monnaie, les différentes réformes dans l'administration fiscale conjuguées au dynamisme des secteurs secondaires et tertiaires ont permis d'atteindre le taux de pression fiscale de 11.5% contre 8.5% en 1996. Le taux d'investissement a augmenté significativement en passant de 12.2% en 1996 à 19% en 2001. Par ailleurs, les mesures de « bonne gouvernance » de la gestion des finances publiques, les réformes de la fonction publique, de la justice ou de la lutte contre la corruption ont été ajoutées aux mesures classiques à dominance économique, et ont permis d'asseoir les réformes et de jeter les bases des performances macroéconomiques. Cette période a donné lieu à des perspectives de relance de l'économie, cependant remise en cause par la crise post – électorale de 2002.

La crise de 2002, consécutive à l'élection présidentielle contestée, est sans doute la plus grave qu'a connue le pays. Au cours de cette année, l'économie malgache a connu une forte perturbation dont la production dans plusieurs secteurs d'activité, en particulier ceux orientés vers l'exportation, principalement, le tourisme et le textile (zone franche) comme étant pourtant les véritables moteurs de la croissance au cours des dernières années. En effet, le taux de croissance économique a été de -12,7%. Le taux de pression fiscale est descendu à son plus bas niveau de 6,9% du PIB en 2002 et par conséquent une réduction des dépenses au minimum vital pour compenser le déficit budgétaire. Le taux de pauvreté en 2002 est remonté à 80,7%, bien que le taux soit passé à 69,6% en 2001.

Quoiqu'il en soit, les taux de croissances économiques n'ont dépassé le taux de croissance démographique que pendant les périodes suivantes : 1966-1971 : supérieur à 5%, 1978-1979 : 9,9%, 1987-1990 : environ 4,1% et 1996-2001 : supérieur à 3%, 2002-2003 : 9,6% et 2003-2006: autour de 5%. Ainsi, le PIB par habitant a baissé de 2/5 entre 1971 et 2003.

Tableau 1 : Evolution récente des indicateurs macroéconomiques de Madagascar

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Variations du PIB (en %)	2.2	3.7	3.9	4.7	4.7	6.0	-12.7	9.8	5.3	4.6	4.9
PIB par tête (en U.S. dollars)	292.2	250.7	256.9	248.3	250.3	284.6	278.1	323.9	251.0	281.8	308
Inflation CPI (fin de période)		4.8	6.4	10.1	9.9	4.8	13.9	-0.8	27.3	11.4	10.8
Taux d'investissement	12.2	12.8	15.1	14.9	15.0	18.5	14.3	17.9	24.3	22.5	21.8
Taux d'investissement privé	5.0	6.3	6.9	8.0	8.3	11.2	9.5	10.1	11.8	12.3	10.8
Taux d'épargne nationale	7.1	4.7	7.2	6.9	7.7	15.3	7.7	8.9	9.2	8.5	8.7
Solde budgétaire, y compris dons (en % PIB)	-9.1	-8.5	-10.2	-6.1	-6.9	-8.3	-8.4	-9.9	-13.9	-10.1	-10.7
Solde du compte courant, y compris dons (en % PIB)	-6.0	-5.6	-7.5	-5.6	-5.6	-1.3	-6.0	-4.9	-9.3	-10.8	-10.0
Ratio VAN de la Dette (% PIB)					64.1	45.0	29.7	61.7	48.4	41.8	36.3

Source: INSTAT nos propres calculs

Après la crise post-électorale, une reprise de la croissance économique a été remarquée dès 2003, avec un taux de croissance de 9,8% sans atteindre le niveau de 2001. Cette reprise

économique profite surtout au secteur Bâtiment et Travaux Publics (BTP) avec les politiques de désenclavement entamées par la réhabilitation ou l'aménagement de nouveaux axes routiers qui visent à améliorer l'environnement économique et le bien être de la population. Les efforts entrepris par la suite, pour la relance de la production et la promotion de l'investissement portent leurs fruits malgré la venue impromptue de divers facteurs exogènes.

Madagascar a connu un taux de croissance moyen de l'ordre de 4% entre 1996 et 2006. La gestion macroéconomique s'est certainement améliorée, mais mis à part le redressement d'après crise 2002, le taux de croissance n'a pas dépassé les 6%.

En 2004, les cyclones, la hausse du prix du riz et du pétrole sur le marché international et la dépréciation de la monnaie malgache grèvent la balance des paiements et entraînent une hausse générale des prix, mais le taux de croissance se maintient à 5,3%. En 2005, le taux de croissance n'est que de 4,6%. En 2005, les coupures fréquentes d'approvisionnement en énergie électrique dans les industries, la hausse continue du prix de carburant et le démantèlement de l'Accord multifibre ont conduit aux ralentissements des activités des secteurs secondaire et tertiaire.

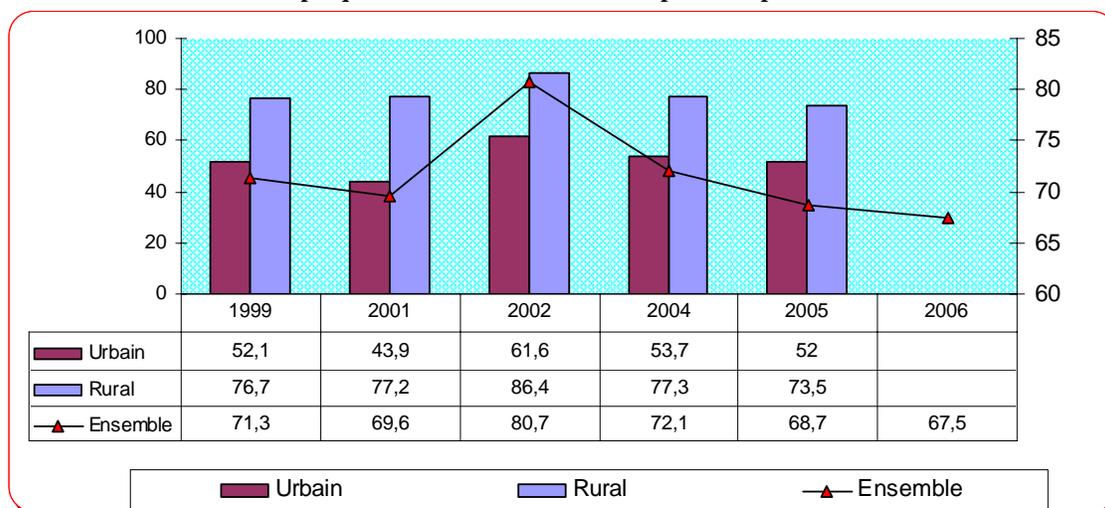
L'année 2006 est caractérisée par une résistance de l'activité économique malgré l'emprise de la hausse du prix du pétrole. Pour cette année, le PIB de Madagascar est de 5,7 milliards US\$, et le revenu par habitant de 308 US\$. Le taux de croissance économique est de 4,9%. Des efforts ont été entrepris pour redresser la situation au niveau de la compagnie d'eau et d'électricité, le manque de pluies, le secteur tertiaire étant toujours la source principale de croissance.

En bref, il est à remarquer que le montant de revenu par habitant est particulièrement faible, car il représente presque la moitié du celui en Afrique subsaharienne.

1.4 Indicateurs de pauvreté

L'analyse du phénomène de la pauvreté s'est principalement basée sur le ratio de pauvreté, déterminé à partir des enquêtes auprès de ménages qui traitent des différentes informations englobant les consommations des Ménages, les dépenses monétaires et les autoconsommations. Cet indicateur se réfère au seul revenu supposé cristallisé l'ensemble des manques que peut ressentir un être humain. Sur la base de cet indicateur, la pauvreté a substantiellement enregistré une baisse de 13,2 points entre 2002 et 2006, passant de 80,7% à 67,5% entre cette période. Ces chiffres permettent d'estimer, qu'en absolu, le nombre de pauvres a connu une baisse relativement modeste passant de 13,4 millions en 2002 à 12,2 millions en 2006.

Graphique 1 : Evolution des Ratio de pauvreté par Milieu



Source : INSTAT/EPM

En ce qui concerne la situation selon les milieux urbain et rural, les catégories de population pauvres se concentraient dans les zones rurales. En 2005, la zone rurale qui représente près de 80% de la population malgache regroupe près de $\frac{3}{4}$ des pauvres. Toutefois, il est à remarquer que la croissance économique enregistrée au cours de ces quatre dernières années a profité aussi bien aux ruraux qu'aux individus vivant en milieu urbain. Contrairement aux années précédentes, l'impact est plus significatif en milieu rural qu'en milieu urbain, entre 2002 et 2005, avec des baisses respectivement 12,9 et 9,6 points.

1.5. Indicateurs de bonne gouvernance

Selon du classement « Doing Business » de la Banque mondiale sur 175 pays, Madagascar se trouve au 149ème rang. Le rapport de l'Evaluation du Climat d'Investissement, menée par la Banque Mondiale en 2005, mentionne que Madagascar est largement en retard par rapport aux autres pays pour les formalités administratives et bureaucratiques. En effet, le Gouvernement a mis en place (Economic Development Board of Madagascar ou EDBM) pour adresser cette situation et surtout inciter les investisseurs à venir au pays.

Le problème de la gouvernance notamment dans les services publics¹ demeure parmi les plus grands obstacles à l'amélioration de l'environnement économique, instaurant un climat d'incertitude pour l'investissement, bien que les indicateurs de bonne gouvernance affichent un progrès remarquable². Toutefois, le gouvernement est bien engagé à lever ces barrières et des efforts remarquables en matière de gouvernance ont été entrepris par le gouvernement

¹ La persistance de la corruption au niveau de l'administration fiscale et douanière et de la délivrance des permis et licences d'exploitations, incertitude du cadre juridique, le manque de transparence dans les affaires publiques.

² Actuellement, Madagascar est parmi les rares pays à faible revenu qui se placent dans les 50ème au 75ème rang de percentile dans les « Composite Governance Indicator » alors qu'en 1998, le percentile de Madagascar a été seulement de 30.

pour lutter contre la corruption, et améliorer la transparence depuis 2002³. Les défis futurs en matière de gouvernance s'orientent vers les ressources naturelles et minières.

1.6 Intégration régionale

Pour faire face au processus de globalisation, mais également pour une plus grande intégration du pays dans l'économie mondiale, Madagascar a adhéré à certains regroupements régionaux tels que le SADC, le COMESA, la Commission de l'Océan Indien (COI), et l'Indian Ocean Rim, et participe depuis son lancement à l'Initiative Transfrontalière (ITF/CBI). Outre l'adhésion aux regroupements régionaux, il faut noter également l'éligibilité de Madagascar dans le cadre de l'Africa Bill pour une période de huit ans, un avantage qui s'ajoute à la participation du pays aux "Accords de Cotonou" aux côtés des autres pays ACP. Ainsi, le pays bénéficie d'une franchise de douane et sans contingentement (sur différentes marchandises, surtout textiles) sur le marché américain, tout en espérant une augmentation du volume d'exportation.

³ En effet, le gouvernement a adopté la loi anti-corruption et la loi sur le blanchiment d'argent, mais également la création du Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) ainsi que la simplification des procédures de gestion des dépenses publiques en instaurant le système de gestion intégrée des finances publiques.

CHAP II. COOPERATION ENTRE CHINE ET MADAGASCAR

Les échanges amicaux entre les peuples chinois et malgache remontent loin dans l'histoire. La Chine et Madagascar ont établi ses relations diplomatiques le 6 novembre 1972 et les relations bilatérales entre les deux pays ne cessent de se consolider, de se développer et de se renforcer depuis lors.

Depuis l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays en 1972, leurs relations et leur coopération dans les domaines économique, commercial et divers se développent sans cesse. Ces dernières années, les dirigeants des deux pays attachent une très grande importance au développement des relations et les échanges de haut niveau se multiplient, ce qui donne une grande impulsion au développement rapide des relations sino-malgaches d'amitié et de coopération. La coopération bilatérale dans les domaines économique et commercial s'élargit sans cesse, le commerce bilatéral augmente rapidement, les investissements s'activent de jour en jour et les échanges dans les domaines culturel, éducatif et humain s'intensifient. Les consultations entre les deux pays dans les affaires internationales se renforcent davantage.

Depuis les années 1990, les principaux dirigeants de la partie malgache qui ont visité la Chine étaient entre autres, le premier vice-Premier ministre du gouvernement de transition Francisque Ravony (1992), le président de l'Assemblée nationale Richard Andriamanjato (1993 et 1996), le président malgache Albert Zafy (1994), le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Erizo Razafimahaleo (1997), et le vice-Premier ministre Pierrot Rajaonarivelo (2000).

Les principaux dirigeants de la partie chinoise qui ont visité Madagascar étaient entre autres la vice-présidente de l'Assemblée populaire nationale Chen Muhua (1990), le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Qian Qichen (1994), le vice-Premier ministre Jiang Chunyun (1997), le vice-président de la République Hu Jintao (1999), la conseillère du Conseil des affaires d'Etat (au niveau de vice-Premier ministre) Wu Yi (2000), le conseiller et secrétaire général du Conseil des affaires d'Etat Wang Zhongyu (en mars 2001) et le vice-président de l'Assemblée populaire nationale Xu Jialu (en mai 2001).

Le Premier Ministre Chinois était en visite à Madagascar en 2005. Lors de cette visite en terre Malgache, il a avancé une proposition en quatre points sur la promotion du développement des relations sino-malgaches: premièrement, maintenir les échanges de haut niveau, procéder à un échange opportun d'opinions sur les problèmes d'intérêt commun, renforcer la confiance politique mutuelle, élargir les intérêts communs et promouvoir un développement approfondi des relations politiques; deuxièmement, promouvoir grandement la coopération économique et commerciale, concrétiser activement les projets de coopération fixés par les deux parties, s'efforcer d'élargir la coopération réciproquement bénéfique dans les domaines de l'investissement, des infrastructures, de l'agriculture et d'autres, prendre des mesures pour promouvoir un développement équilibré du commerce; troisièmement, approfondir la coopération bilatérale dans le développement des ressources humaines, faire le bilan à temps des expériences et explorer de nouveaux moyens de coopération; et quatrièmement, élargir les échanges et la coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la santé, du tourisme, des sports, renforcer l'amitié entre les deux peuples et promouvoir un

développement total des relations bilatérales. La Chine a décidé inscrire Madagascar sur la liste des pays destinations pour les touristes chinois.

De l'autre coté, le Gouvernement Malgache a affirmé que cette proposition est favorable à un nouveau développement des relations de coopération sino-malgaches. Il veut coopérer étroitement avec la partie chinoise pour concrétiser activement cette proposition, approfondir la coopération mutuellement bénéfique dans les domaines économique, commercial, des infrastructures, de l'investissement et des télécommunications, promouvoir un développement nouveau et approfondi des relations et de la coopération entre Madagascar et la Chine. La partie malgache veut renforcer les consultations et la coordination avec la Chine dans les affaires internationales et régionales pour promouvoir l'amitié et la coopération afro-chinoises et maintenir la solidarité entre les pays en développement.

L'année 2005 a été marquée par la cérémonie de signature de l'accord de coopération économique et technique entre la Chine et Madagascar et de trois autres accords.

COOPERATION ECONOMIQUE BILATERALE : CONVENTION CHINE ET MADAGASCAR SIGNEE EN 2006

Intitulé	Objectifs	Montant	Date de signature
CHINE			
Dons de matériels bureau-tique à l'Assemblée Nationale malgache	Appui matériel à l'AN	(70 ordinateurs portables)	30-03-06
Dons de matériels bureau-tique au Sénat malgache	Appui matériel au Sénat	500 000 Yuan	18-08-06
Don de matériel militaire			22-08-06
Accord de Coopération Technique	Don	20 mios Yuan	31-08-06
Octroi de don de médica-ment anti-paludiques	Amélioration santé	1 mios yaun	31-08-06
Don de matériels agricole	Amélioration productivité	500 00 yuan	18-09-06
Don de scanner au douanes malgache	Appui en matériels		09-10-06
Don de 3416149 tenues d'écolières		20 mios yuan	09-10-06
Don		8 mios yuan	09-10-06
Envoi de 5techniciens chinois à Mear	Réhabilitation Plais de sport Antvo		23-10-06
Financement de la constru-ction du Centre de Conférence Internationale à Antvo (don non remboursable)		72 600 000 yuan	2006
Octroi de bourses de stages/formation et études			2006

En 2006, Madagascar a bénéficié des financement totalisant environ 122 millions yuan.

CHAP III. INVESTISSEMENT

Si le poids économique de la Chine se ressent au niveau des pays africains, en particulier Madagascar, par son dynamisme commercial, ce pays commence à être un investisseur non négligeable. Depuis l'année 2005, les accords de partenariat entre Madagascar et la Chine n'ont cessé d'accroître. A titre d'exemple, la mise en place d'une usine de cimenterie, la construction d'un grand hôtel de 5 étoiles par un groupe chinois, la construction future d'un hôpital. Et même, bien avant l'année 2005, l'investissement de la Chine a déjà eu sa place dans l'économie, ne serait-ce que dans la branche « commerce ».

Ainsi, cette partie a pour objectif de faire sortir les déterminants des investissements directs étrangers (IDE) de la Chine. A cet effet, un aperçu de la structure des IDE reçus par l'économie malagasy sera abordé avant la mise en exergue de la particularité des investissements chinois.

III.1. Les investissements directs étrangers à Madagascar.

Les investissements étrangers sont groupés en 3 grands groupes à savoir les IDE, les IPF (Investissements de portefeuille) et les autres investissements. Depuis 2003, une série d'enquêtes auprès des entreprises à capitaux étrangers a été menée annuellement à Madagascar. Ainsi, cette enquête reste notre principale source de données. Ces différentes enquêtes ont montré l'importance des IDE par rapport aux autres types d'investissements. Il est à noter que la spécificité des IDE se trouve dans le fait qu'il s'agit de toute transaction financière entre un investisseur étranger (détenant plus de 10% du capital social de l'entreprise) et l'entité résidente à savoir l'entreprise.

Tableau 2 : Evolution du stock des investissements étrangers à Madagascar

Poste	Unité : Million de \$US						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
IDE	141,10	155,50	176,56	262,32	256,28	250,50	500,81
IPF	0,25	0,25	0,91	1,49	1,07	0,74	0,84
Autre investissement	5,68	7,78	33,14	48,33	27,19	35,63	34,57
ENSEMBLE	147,03	163,53	210,61	312,14	284,54	286,87	536,23

Source : Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT

Le stock d'IDE est passé de 141 million de \$US en 2000 à 500 million de \$US en 2006, soit une augmentation de 265% durant la période. En terme de croissance, l'année 2006 a enregistré une explosion des IDE, le taux de croissance enregistré entre 2005 et 2006 est de 87%. Seules les années 2004 et 2005 ont connu une baisse du stock des IDE. Cette baisse n'est pas liée à un phénomène de désinvestissement mais plutôt à une dépréciation énorme de la monnaie locale par rapport aux devises comme le dollars US et l'euro. Evalués en monnaie locale les stocks d'IDE n'ont cessé d'accroître durant cette période 2000- 2006.

En terme de structure, en 2006, l'activité extractive est devenue la principale branche bénéficiant les IDE en provenance de l'étranger. Cette branche représente 38,24% des stocks des IDE en 2006. Pourtant, en 2000, elle ne représentait que 3,64% et se trouvait à la 6^{ème} position. Ce grand changement est le corollaire de la politique économique de Madagascar. En effet, ce n'est que dernièrement que des grands programmes d'exploitation des ressources minières de Madagascar sont mis en route avec l'exploitation de l'ilménite, du cobalt et des recherches en ressources pétrolières.

Tableau 3 : Structure par branche d'activité du stock d'IDE à Madagascar en 2000 et 2006

Branche d'activités	2000	2006
Intermédiation financière	27,43	15,70
Activités de fabrication	22,85	11,83
Commerce	17,92	10,89
Transports et communications ⁴	16,94	8,50
Pêche	8,98	5,04
Industries extractives	3,64	38,24
Agriculture, chasse et sylviculture	1,70	0,77
Hôtels et restaurants	0,27	0,07
Immobilier, activités de service aux entreprises	0,21	2,95
Construction et BTP	0,01	4,23
Autres activités de services	0,04	1,78
	100,00	100,00

Source : Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT

Les autres principales branches réceptrices des IDE sont les activités financières avec 15,70% des stocks en 2006, les activités de fabrication (secteur industriel) avec 11,83%, le commerce avec 10,89%, les activités de transports et communications 8,50%, les activités de pêches industrielles 5,04% et la branche des BTP avec 4,23%. Il est à remarquer que l'importance de la branche commerce est surtout l'œuvre des distributeurs de produits pétroliers et celle de la branche « transport et communications » est le fait des opérateurs en télécommunication. De plus, avec les programmes de construction de route lancés par le gouvernement malagasy depuis ces dernières années, la branche « construction et BTP » a eu une part significative des IDE : la part par rapport au stock d'IDE est passée de 0,01% à 4,23% entre 2000 et 2006.

Tableau 4 : Structure par pays d'origine des stocks des IDE en 2005 et 2006

Unité : Million de \$US

Pays	Année 2005		Année 2006	
	Valeur	%	Valeur	%
Canada	21,0	8,4	189,6	37,9
France	84,4	33,7	118,5	23,7
Maurice	40,0	16,0	52,2	10,4
Luxembourg	37,9	15,1	41,4	8,3
Réunion	6,4	2,6	18,6	3,7
Etats-Unis	9,4	3,8	12,1	2,4
Chine	14,7	5,9	14,7	2,9
Afrique du sud	2,7	1,1	4,2	0,8
Autres pays	33,9	13,5	49,5	9,9
TOTAL	250,5		500,8	

Source : Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT

Si la France était le principal partenaire de Madagascar depuis des années, en terme d'IDE, le Canada est devenu en 2006 le principal pays investisseur à Madagascar. D'une part, la part de la France s'est retrouvée à 23,7% du stock des IDE en 2006, pourtant en 2005, elle accaparait les 33,7%. D'autre part, la participation du Canada est arrivée à un niveau de 37,9% en 2006, avec seulement 8,4% en 2005. Ce phénomène est expliqué par un grand investissement de la part de Qit Minerals Madagascar qui exploite l'ilménite à Madagascar. Il y a également l'Ile Maurice, qui est surtout présent au niveau des zones franches industrielles à Madagascar, avec

⁴ Branche regroupant les activités de transport, auxiliaires de transport et la télécommunication.

une part de 10,4% du stock en 2006. La Chine arrive à la 7^{ème} place, en 2006, avec une part de 2,9% du stock d'IDE en 2006, ce qui représente en terme réel 14 millions de \$US.

II.2. IDE Chinois à Madagascar.

L'origine des IDE est avant tout la prise de participation dans une entreprise d'investissement étranger à plus de 10% du capital social. Ainsi, il est intéressant de voir l'ancrage des investissements chinois à travers l'analyse du capital social. Il est à remarquer que le niveau du capital social détenu par les étrangers au niveau des entreprises exerçant à Madagascar est de l'ordre de 153,8 millions de \$US en 2006. Le poids des investisseurs chinois est de l'ordre de 11% avec une valeur du capital social de l'ordre de 16,6 millions de \$US. La majorité des capitaux chinois proviennent de Hong-Kong.

Tableau 5 : Evolution de la structure des capitaux sociaux détenus par les investisseurs étrangers à Madagascar.

Unité : Million \$US

PAYS	2000		2006	
	Valeur	%	Valeur	%
France	41,83	59,7	53,64	34,9
Canada	0	0	36,52	23,7
Chine	0,54	0,8	16,60	10,8
Maurice	5,59	8	13,25	8,6
Luxembourg	12,41	17,7	9,54	6,2
La Réunion	1,3	1,9	7,76	5,0
Etats-Unis	1,73	2,5	6,99	4,5
Autres	6,69	9,5	9,32	6,1
TOTAL	70,09	100	153,83	100

Source : Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT

La structure des capitaux détenus par les étrangers a connu un grand changement entre 2000 et 2006. Bien que la France reste le premier en tant que détenteur de capital, sa part a diminué pour être évaluée à 34,9% de l'ensemble du capital social étranger à Madagascar. Les investisseurs de Canada arrivent en seconde position avec un capital équivalent à 23,7% du total sur l'économie malagasy. En parlant de la Chine, son poids est passé de 0,8% à 10,9% durant cette période. Ce chiffre indique une intensification des placements des chinois dans l'économie malagasy.

Tableau 6 : Répartition par branche des capitaux sociaux apportés par les chinois en 2006.

Unité : \$US

Branche d'activités	2006	
	Valeur	%
Activités de fabrication	224 492	1,35
Construction et BTP	978	0,01
Commerce	64 976	0,39
Transports	6 155	0,04
Activités financières	2 469 597	14,88
Immobilier, location, services aux entreprises	10 334	0,06
Télécommunication	13 822 402	83,27
ENSEMBLE	16 598 933	

Source : Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT

Les investissements chinois sont tournés principalement vers 2 branches. Il s'agit de la « Télécommunication » et des « Activités financières ». L'importance de la branche télécommunication vient du fait de l'achat par DISTACOM de Hong-Kong du capital de TELMA S.A. lors de sa privatisation en 2004-2005. Les activités financières sont l'œuvre de la BICM à Madagascar. Toutefois, à côté de ces 2 géants, il existe bel et bien une présence chinoise dans les autres branches à savoir le « Commerce » et les « Activités de fabrication ». Au niveau des « activités de fabrication », il faut noter que les investissements chinois sont tournés vers des activités à potentiel exportatrices comme le textile et le sucre où Madagascar bénéficie de la part des différents accords internationaux des quotas à l'exportation au niveau des pays industrialisés.

Tableau 7 : Liste des entreprises à capitaux chinois œuvrant à Madagascar en 2006.

Branche d'activités	Dénomination de l'entreprise à Madagascar
Activités de fabrication	FUTURE DEVELOPMENT CORPORATION
	GLORY MADAGASCAR GARMENT
	LE SUCRERIE DE COMPLANT DE
	SKY EASY
	Three dragons metallurgical products Sarl
Construction et BTP	STE LG
Commerce	ETOILE FILANTE
	FIXED STARS
	FLASH MUSIC
	FULIDA
	HENG FENG SARL
	HONG YUN
	LIANG
	MADAMINE
	P&J IMPORT EXPORT COMPANY
	SAN YOU INTERNATIONAL BUSINESSE
	SAN YVAN
SOCIETE FLORISSANT	
SOCIETE GLOIRE	
SOCIETE RONG LIONG COMMERC	

	SOCIETE TOP MAD WIN WIN INTERNATIONAL YONG FENG
Transports	MADAGASCAR ET CHINE LOGISTICS LTD
Activités financières	Banque industrielle et commerciale de madagascar
Immobilier, location, services aux entreprises	Compagnie de Géo-ingenierie de Chine K J TRANSIT ZHANG YUN EX-CITY INFORMATIQUE
Télécommunication	TELECOM MALAGASY

Source : Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT

L'implantation des investisseurs chinois à Madagascar revêt plusieurs types. Il y a les entreprises affiliées, dont 10% à moins de 50% du capital est détenu par un non résident, les filiales, dont 50% à moins de 100% du capital l'est, et les succursales, dont la totalité du capital l'est.

En termes d'effectif, les filiales sont les plus prisés par les investisseurs chinois. En effet, 56% des entreprises à capitaux chinois en 2006 sont des filiales. Viennent ensuite les entreprises affiliées avec 25% des entreprises à capitaux chinois et les succursales qui ne représentent que 19%. Ces chiffres indiquent une intention des chinois à collaborer avec la partie malagasy. Ce qui est bénéfique pour le pays. Il y a ainsi une notion de partage des connaissances et de savoir faire de la part des investisseurs chinois.

Tableau 8 : Répartition des entreprises à capitaux chinois selon le type d'entreprise d'investissement direct.

Type d'entreprise	Effectif	%
Entreprise affiliée	8	25
Filiale	18	56,25
Succursale	6	18,75
Total	32	100

Source : Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT

Pour compléter cette analyse sur les capitaux, un aperçu de l'évolution de la création d'entreprise, entre 2000 et 2006, est abordé dans ce document. En termes d'effectif, la majorité de ces entreprises s'oriente plutôt vers la branche du commerce, en particulier le commerce de gros. Durant la période de 2000 à 2006, 67% des entreprises créées y sont concentrées. Viennent après les industries textiles et les entreprises de services aux entreprises.

Tableau 9 : Evolution des créations d'établissements dont le capital est détenu par des résidents chinois.

Unité : Effectif

Branche d'activité	ANNEE							Total
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	
Elevage-Pêche-Chasse				1	1			2
Industries extractives							1	1
Energie						1		1
Industries alimentaires				1				1
Ind. Chimiques et pharmaceutiques	1	1				1		3
Ind. Textile, filature, cordes, confection	1	6	2	2			1	12
Industrie de bois							2	2
Ind. métalliques et construction des machines et appar mécaniques					1	1	1	3
Industrie électrique					1			1
Bâtiment et TP					1		1	2
Auxiliaires de transport				1				1
Commerce de détail	1	2	1		3			7
Commerce de gros	10	15	5	18	9	13	21	91
Banques					1			1
Services rendus aux entreprises		1	1	2	3	2	1	10
Services récréatifs et sociaux							1	1
Hotel - Restaurant – Bar			1	3		1		5
Autres services		1		1				2
Total	13	26	10	29	20	19	29	146

Source : Répertoire des Etablissements - INSTAT

Le nombre de création sur la période de 2000 à 2006 donne un chiffre de 146 établissements sur tout le territoire de Madagascar durant la période. Pourtant, voir le tableau précédent, il n'y a que 32 entreprises chinoises identifiées en 2006 lors de l'enquête menée conjointement par la Banque Centrale de Madagascar et l'Institut National de la Statistique. Cette différence s'explique par le comportement des investisseurs chinois. En effet, la majorité des actionnaires non résidents sont des individus et non des sociétés établies en Chine. Ainsi, ces individus deviennent, après quelques années installés à Madagascar, des résidents et sortent du champ des investissements directs étrangers. L'activité économique est donc une des raisons de migration des chinois.

Cette situation a un impact sur la faible part des flux d'IDE de la Chine à Madagascar sur l'ensemble de la période 2003- 2006. La seule année où le flux était important est l'année 2004. Durant cette année, il y avait, en effet, la privatisation de l'entreprise nationale de télécommunication malagasy. Et depuis 2005, la moyenne des flux d'IDE provenant de la Chine tourne autour de 2,5 millions \$US.

Tableau 10 : Evolution du flux d'IDE provenant de la Chine de 2003 à 2006.

	2003	2004	2005	2006
Flux Chine (million \$US)	-1,66	16,24	2,59	2,50
Flux Total (million \$US)	98,15	94,94	79,84	243,59
Part Chine (%)	-1,69	17,11	3,25	1,03

Source : Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT

Toutefois, le poids de la Chine dans le flux d'IDE est attendu à la hausse dans les prochaines années avec la nouvelle cimenterie, l'hôtellerie et bien d'autres branches. En effet, depuis

l'année dernière et surtout cette année, la coopération entre les deux pays ne cesse de s'intensifier.

Pour finir l'analyse sur les IDE chinois à Madagascar, il sera question de l'emploi créée. Ici, l'analyse reste sur les emplois permanents (i.e. à plus de un an). Les entreprises chinoises ont employé 6 041 individus en 2006. Ce chiffre donne un poids de 10,7% par rapport à l'ensemble de la main d'œuvre employée par les entreprises d'IDE en 2006. Plus de 90% de ces emplois sont issus des filiales, ce niveau peut être expliqué par le nombre élevé des entreprises chinoises à se former selon ce type.

Tableau 11 : Effectif du personnel permanent employé en 2006.

Type d'entreprise	Personnel permanent 2006		
	Entreprises chinoises (Effectif)	Ensemble (Effectif)	Part Chine (%)
Entreprise affiliée	73	11 772	0,6
Filiale	5 555	37 167	14,9
Succursale	413	7 697	5,4
Total	6 041	56 636	10,7

Source : Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT

De plus, en termes de moyenne, une filiale est plus pourvoyeur d'emploi que les autres. En effet, 309 emplois permanents sont l'œuvre d'une filiale contre 69 pour les succursales et 9 pour les entreprises affiliées. Une autre lecture de ces chiffres donne une estimation de la taille des entreprises à capitaux chinois. En effet, au vu du nombre d'emploi, les filiales sont plutôt des grandes entreprises, les succursales de moyenne entreprise et les entreprises affiliées de petite entreprise.

Tableau 12 : Répartition de l'emploi permanent par branche d'activité en 2006.

Branche d'activités	permanent 2006	%
Activités de fabrication	3 627	60,04
Construction et BTP	4	0,07
Commerce	56	0,93
Transports	6	0,10
Activités financières	52	0,86
Immobilier, location, services aux entreprises	26	0,43
Télécommunication	2 278	37,71
Total	6 041	

Source : Etude « Investissements directs étrangers et de portefeuilles à Madagascar », BCM-INSTAT

L'analyse par branche des emplois donne une autre idée des IDE. En effet, si les IDE sont évaluées en terme de capitaux, les branches « télécommunication » et « activités financières » se distinguent. Par contre, si on les évalue en terme d'emploi, ce sont les entreprises de la branche d' « activités de fabrication » qui sont les plus dynamiques avec un emploi qui représente 60% de l'ensemble des entreprises chinoises. Vient ensuite la branche « télécommunication » avec 38% de l'ensemble.

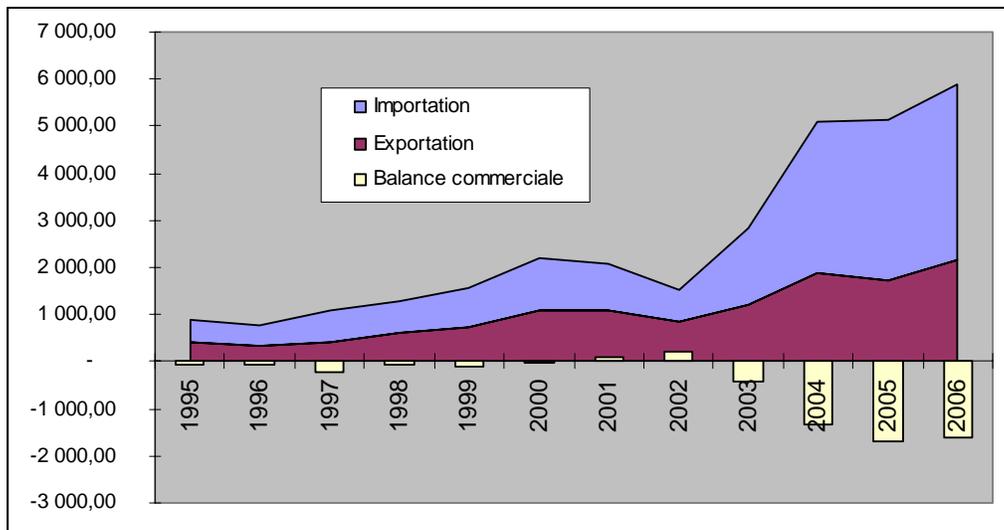
CHAP IV. COMMERCE EXTERIEUR MALGACHE

Dans ce nouvel ordre économique qu'est la mondialisation, la participation au commerce international présente une opportunité de développement pour les pays pauvres et non un facteur de domination des pays riches sur les pays pauvres comme il a été développé par certains économistes de développement des années 60.

Le commerce international constitue un moteur de croissance particulièrement important pour les pays en voie de développement. Il leur permet en effet d'utiliser de façon efficace les ressources limitées dont ils disposent en se spécialisant dans la production de biens pour lesquels ils ont un avantage comparatif. De plus, il ouvre à leurs produits de nouveaux marchés, lorsque ces produits ne peuvent pas être entièrement consommés sur le marché intérieur.

Madagascar a toujours participé au commerce international. Malheureusement, il est toujours défavorable pour le pays dans la mesure où la balance commerciale accuse un déficit chronique. Comme la plupart des pays de l'Afrique Subsaharienne, les rouages de l'économie malgache nécessitent donc l'aide financière extérieure pour être en situation d'équilibre, vu que les produits de la vente de ses biens et services échangeables sur le marché international ne couvrent pas ses besoins. D'autant plus que Madagascar doit encore acheter sur le marché international les matières premières et les biens d'équipements qui contribuent au développement industriel, ainsi que les biens de l'alimentation et de consommation qui correspondent aux besoins des consommateurs.

Graphique 2 : Evolution du commerce extérieur Malgache de 1995 à 2006 (en Milliards Ariary)



Source : INSTAT

Le graphique ci-dessus montre qu'au cours d'une décennie, le montant des exportations des biens échangeables n'a pas permis de couvrir le montant des importations. D'où la nécessité pour le pays de remédier à ce problème de déficit de la balance commerciale. Exceptionnellement, durant les crises post-électorales 2001 et 2002, Madagascar enregistre des balances commerciales excédentaires, avec des taux de couverture 109% et 134%.

IV.1. Exportations

IV.1.1 Structure et évolution des exportations malgaches

A l'exportation, la part en valeur fob des groupes « Nourritures et Animaux vivants », et « Divers articles manufacturés » occupent les premières places. Viennent ensuite respectivement de ceux, des « produits manufacturés classifiés par matériel », des matières premières, de l'énergie et des biens d'équipement.

Tableau 13 : Structure de la valeur FOB (en USD) des exportations par groupe de produits

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Nourriture et animaux vivants	60,5%	53,4%	45,3%	42,0%	40,7%	31,8%	44,5%	59,5%	49,0%	37,7%	29,2%	32,6%
Boissons et tabac	0,4%	0,5%	0,4%	0,4%	0,2%	0,3%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%
Matériaux bruts, non comestibles, excepté des carburants	9,3%	9,6%	10,6%	7,2%	5,6%	5,1%	4,5%	5,8%	4,2%	5,1%	10,3%	7,5%
Minéraux Combustibles, lubrifiants et matières apparentées	3,9%	4,2%	2,4%	3,1%	1,3%	5,0%	10,6%	4,4%	4,1%	3,8%	5,1%	8,0%
Huiles animales et végétales, graisses et cires	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
Produits chimiques et produits connexes, n.e.s.	1,8%	2,4%	1,5%	1,4%	1,9%	1,5%	1,3%	1,5%	1,1%	0,9%	1,6%	1,5%
Produits manufacturés classifiés principalement par le matériel	5,4%	6,0%	15,2%	9,2%	11,6%	13,1%	3,1%	4,6%	3,1%	3,8%	6,3%	7,0%
Machines et équipement de transport	1,9%	1,8%	2,2%	5,1%	3,0%	1,5%	1,5%	2,0%	10,9%	2,8%	3,8%	2,5%
Divers Articles manufacturés	16,8%	22,2%	22,4%	31,6%	35,6%	41,7%	34,3%	22,2%	27,6%	45,7%	43,6%	40,6%
Produits et transactions non classifiés ailleurs	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Total	100%											

Source : INSTAT

Entre les périodes 1995 à 2000, et de 2003 à 2006, on observe une réduction de la part des produits de l'alimentation en valeur à l'exportation, passant de 60,5% en 1995 à moins de 32,6% en 2006. Le groupe de l'alimentation relève essentiellement des produits des différentes filières du secteur primaire.

La part de l'énergie et des biens d'équipement est encore relativement faible dans les exportations étant donné la faiblesse du tissu industriel du pays. De plus, ces produits nécessitent un niveau élevé de transformation. Pour accroître leur production, des investissements à haut coefficient en capital sont nécessaires. Ce qui n'est guère à la portée des investisseurs nationaux, d'où la nécessité de faire appel aux investisseurs étrangers.

Il est à remarquer que la part des biens de consommation ou des divers articles manufacturés est en net rétablissement au cours de ces quatre dernières années, en passant de 22,6% en 2002 à 40,6% en 2006.

Tableau 14 : Evolution des exportations selon la valeur FOB (en %)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Nourriture et animaux vivants	22,2%	-16,7%	24,0%	1,9%	8,9%	52,2%	-5,7%	21,4%	-20,9%	34,3%	31,5%
Boissons et tabac	20,3%	-24,4%	31,3%	31,2%	77,9%	-61,3%	66,9%	96,3%	46,7%	44,1%	75,7%
Matériaux bruts, non comestibles, excepté des carburants	-9,2%	8,4%	-8,9%	-19%	28,4%	-3,9%	-9,7%	8,2%	24,9%	69,0%	-14,4%
Minéraux Combustibles, lubrifiants et matières apparentées	-4,9%	-44,3%	75,5%	57,7%	461,5%	129,3%	70,8%	36,0%	-3,6%	12,6%	86,2%
Huiles animales et végétales, graisses et cires	42,5%	-61,2%	128,7%	60,6%	-41,7%	80,8%	82,7%	-76,1%	586,8%	89,4%	-15,6%
Produits chimiques et produits connexes, n.e.s.	16,1%	-38,2%	24,7%	44,1%	9,7%	-4,6%	20,1%	3,4%	-11,0%	43,9%	14,7%
Produits manufacturés classifiés principalement par le matériel	-2,5%	151,0%	-19,6%	33,3%	57,0%	-74,0%	3,0%	-0,3%	27,9%	39,5%	30,1%
Machines et équipement de transport	-16%	19,2%	214,6%	-37%	-32,6%	9,0%	-3,1%	692,2%	-73,7%	15,6%	-21,7%
Divers Articles manufacturés	16,6%	-0,8%	88,5%	18,6%	63,6%	-10,7%	54,4%	83,2%	70,8%	19,2%	9,7%
Produits et transactions non classifiés ailleurs	24,6%	-54,9%	-27,5%	26,6%	33,4%	111,1%	95,9%	265,4%	-21,8%	84,9%	11353,7%
Total	11,7%	-1,9%	33,7%	5,2%	39,6%	8,6%	29,4%	47,3%	3,0%	15,3%	17,7%

Source : INSTAT

Dans la plupart du temps, les divers articles manufacturés ont connu une nette amélioration aussi bien en valeur qu'en volume. Ce qui peut se traduire par une promotion des biens ayant subi une transformation avant exportation.

Les années 1998, 1999, 2000, 2001, 2004, 2006 et surtout 2003 ont été favorables aux exportations malgaches. Les volumes et les valeurs ont presque tous évolué dans le sens de la hausse, excepté la valeur de l'énergie en 2004 et la valeur des équipements en 2004 et 2006.

Toutefois, on observe une irrégularité des exportations qui peut s'expliquer par les impacts des aléas climatiques comme les cyclones et la sécheresse qui sévissent périodiquement le pays d'une part, mais également par l'absence d'une politique à l'exportation adéquate, pour soutenir sa croissance et promouvoir les exportations d'autre part.

IV.1.2 Destination des produits d'exportation Malgache

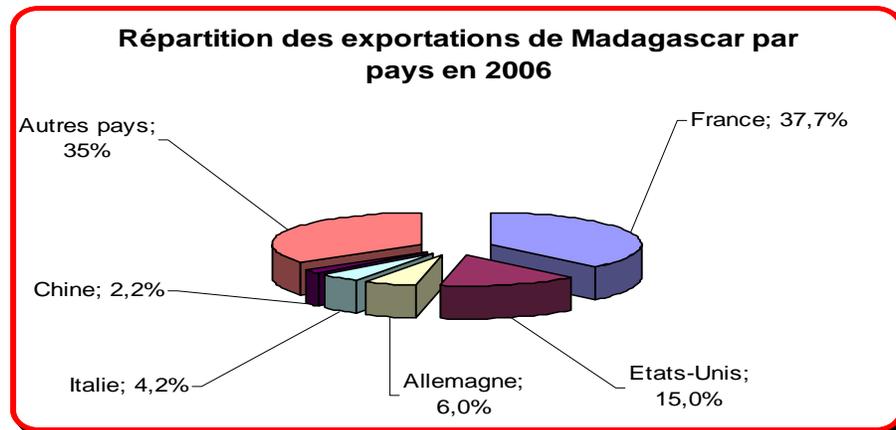
Madagascar a des relations commerciales avec presque tous les pays. Les échanges commerciaux par pays restent globalement stables si nous nous référons à la structure des importations et des exportations depuis 1996.

A l'exportation le rang des zones géographiques de destination des produits malgaches selon la valeur FOB est comme suit :

- 1- les pays européens, près de 60%,
- 2- les pays de l'Océan Indien, près de 13%,
- 3- les pays de l'Asie, plus de 12%,
- 4- les pays de l'Amérique, près de 5%,
- 5- les pays de l'Afrique, près de 4%,
- 6- les autres pays, près de 6%.

L'essentiel des échanges extérieurs de Madagascar se fait donc encore avec les pays d'Europe, mais les pays de l'Asie du Sud-Est offrent actuellement des opportunités intéressantes ainsi que les Etats Unis dans le cadre de l'AGOA.

A noter que la structure géographique des exportations reste assez tributaire de la structure par produit.



En 2006, la France reste toujours le premier pays destinataire des produits d'exportation malgache en occupant les 37,7% des exportations totales. Viennent ensuite les Etats –unis qui enregistrent les 15% du total.

IV.1.3. Exportations de Madagascar vers Chine

Dans le contexte de la mondialisation, Madagascar vise à promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines d'activité économique, d'une part, et à renforcer le processus d'intégration économique d'autre part.

Tableau 15 : Exportation de Madagascar vers la Chine en 2006

	2006		
	Chine (en Milliers de USD)	Total (en Milliers USD)	Part de chine par rapport au total
Nourriture et animaux vivants	101	324 695	0,03%
Boissons et tabac	0	2 451	0,00%
Matériaux bruts, non comestibles, excepté des carburants	19 090	74 311	25,69%
Minéraux Combustibles , lubrifiants et matières apparentées	265	79 622	0,33%
Huiles animales et végétales, graisses et cires	0	665	0,00%
Produits chimiques et produits connexes, n.e.s.	621	15 134	4,10%
Produits manufacturés classifiés principalement par le matériel	1 426	69 278	2,06%
Machines et équipement de transport	255	25 129	1,02%
Divers Articles manufacturés	131	404 497	0,03%
Produits et transactions non classifiés ailleurs	0	31	0,00%
Total	21 890	995 813	2,20%

Source : INSTAT

En 2006, 86% des exportations de Madagascar vers la Chine sont les matériaux combustibles. Ces produits exportés à destination en Chine représentent 25,7% de l'ensemble de ces produits. Viennent en deuxième position les produits manufacturés et les produits chimiques.

Tableau 16 : Evolution de la part des exportations par groupe de produits de Madagascar vers la Chine

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Nourriture et animaux vivants	0,16%	0,01%	0,00%	0,03%	0,15%	0,09%	0,11%	0,03%	0,13%	0,04%	0,23%	0,03%
Boissons et tabac	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,01%	0,00%
Matériaux bruts, non comestibles, excepté des carburants	2,29%	0,71%	0,50%	6,04%	7,92%	9,99%	11,96%	11,81%	13,56%	11,40%	35,26%	25,69%
Minéraux Combustibles, lubrifiants et matières apparentées	0,03%	0,00%	0,00%	0,00%	0,31%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,63%	0,33%
Huiles animales et végétales, graisses et cires	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Produits chimiques et produits connexes, n.e.s.	0,00%	0,00%	2,09%	0,01%	0,36%	1,60%	0,00%	0,74%	3,43%	2,85%	2,90%	4,10%
Produits manufacturés classifiés principalement par le matériel	0,21%	0,10%	0,03%	0,02%	0,07%	0,39%	1,88%	5,64%	2,04%	7,98%	2,70%	2,06%
Machines et équipement de transport	0,00%	0,35%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,02%	1,23%	1,05%	1,02%
Divers Articles manufacturés	0,01%	0,00%	0,00%	0,02%	0,02%	0,04%	0,12%	0,09%	0,02%	0,03%	0,04%	0,03%
Produits et transactions non classifiés ailleurs	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Total	0,32%	0,09%	0,09%	0,45%	0,53%	0,63%	0,69%	0,99%	0,75%	0,98%	3,99%	2,20%

Source : INSTAT

Les exportations avec la Chine connaissent un essor depuis 1995, et surtout à partir de l'année 2005 qu'on a enregistré une hausse considérable. Si en 1995, les exportations de Madagascar vers la Chine est de 1,6 millions de USD, elles sont devenues quintuplées en 2004. Entre 2004 et 2005, les exportations de vers la Chine ont augmenté de 3,4 plus (33,8 millions de USD en 2005 contre 9,8 millions de USD). En 2006, elles accusent une baisse de -35% par rapport à l'année 2005.

Cependant, la part de ce pays en matière d'exportation reste également très faible. Quoiqu'il en soit dans l'ensemble des pays, le rang qu'occupent la Chine à l'exportation est dans les dix premiers depuis 2004.

IV.2. Importations

IV.2.1 Structure et évolution des importations malgaches

A l'importation, les groupes d'utilisation sont plus uniformément répartis qu'à l'exportation.

Au niveau des importations, le pays reste dépendant de plusieurs produits. Les produits manufacturés classifiés principalement par le matériel figurent en premier lieu des dépenses d'importation suivis des équipements. Leurs parts s'élèvent respectivement à 30% et 19%. Cela explique une volonté d'industrialisation du pays. En effet, si en volume la part des biens d'équipement à l'importation est faible, leur part en valeur est peu élevée. Les biens d'équipement reviennent donc très cher au pays dans la mesure où ils incorporent un facteur technique qui a nécessité des dépenses en «recherche et Développement» assez importantes.

Les produits de consommation ou les divers articles manufacturés viennent en quatrième position dans les importations. Ils reviennent également cher au pays dans la mesure où ils ont connu une transformation plus élaborée, donc à forte valeur ajoutée.

Tableau 17 : Structure de la valeur FOB (en USD) des importations par groupe de produits

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Nourriture et animaux vivants	10,9%	9,9%	7,9%	9,0%	9,4%	9,1%	10,8%	10,9%	12,9%	10,2%	12,7%	11,4%
Boissons et tabac	0,4%	0,4%	0,5%	0,4%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%	0,5%	0,3%	0,2%	0,3%
Matériaux bruts, non comestibles, excepté des carburants	1,8%	1,3%	1,2%	1,0%	0,6%	0,5%	0,9%	0,4%	0,6%	0,9%	0,5%	1,4%
Minéraux Combustibles, lubrifiants et matières apparentées	12,3%	17,3%	15,8%	13,9%	17,1%	22,8%	22,6%	34,3%	16,0%	13,5%	15,7%	18,8%
Huiles animales et végétales, graisses et cires	3,1%	2,8%	3,9%	2,6%	2,2%	3,8%	3,0%	4,6%	4,9%	4,3%	2,5%	2,8%
Produits chimiques et produits connexes, n.e.s.	11,2%	10,1%	10,5%	10,0%	9,3%	8,0%	9,4%	12,2%	8,5%	6,9%	7,3%	8,6%
Produits manufacturés classifiés principalement par le matériel	27,7%	24,1%	26,4%	27,6%	28,9%	29,8%	21,8%	13,6%	29,3%	30,0%	30,1%	29,6%
Machines et équipement de transport	26,1%	27,0%	26,8%	27,1%	24,3%	18,7%	23,2%	17,3%	18,8%	27,0%	24,4%	19,2%
Divers Articles manufacturés	6,5%	7,1%	6,9%	8,3%	7,6%	6,9%	7,6%	5,9%	8,5%	6,9%	6,5%	7,7%
Produits et transactions non classifiés ailleurs	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : INSTAT

La part d'énergie se trouve en troisième position et occupe un peu moins de 1/5 des importations totales. Les importations de « Nourriture et animaux vivants » représentent plus de 10% du total des importations.

Tableau 18 : Evolution des importations selon la valeur FOB (en %)

Label	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Nourriture et animaux vivants	-13,5%	-3,3%	10,7%	11,6%	22,1%	9,7%	-	156,1%	2,1%	25,9%	-7,7%
Boissons et tabac	-9,9%	49,4%	-15,5%	23,1%	12,9%	33,1%	-	64,3%	-25,5%	-24,2%	47,0%
Matériaux bruts, non comestibles, excepté des carburants	-28,7%	6,2%	-17,7%	-	-4,9%	75,1%	-	213,9%	105,2%	-37,2%	168,6%
Minéraux Combustibles, lubrifiants et matières apparentées	35,1%	9,4%	-13,3%	30,1%	68,7%	-7,9%	0,1%	1,5%	9,2%	16,9%	22,7%
Huiles animales et végétales, graisses et cires	-13,9%	69,5%	-35,3%	-9,6%	116,9%	-25,5%	1,0%	129,7%	14,0%	-42,7%	19,2%
Produits chimiques et produits connexes, n.e.s.	-13,8%	25,4%	-6,8%	-1,1%	8,0%	9,8%	-	51,8%	4,6%	6,1%	21,4%
Produits manufacturés classifiés principalement par le matériel	-16,6%	31,3%	2,8%	11,1%	30,3%	-32,0%	-	366,8%	32,1%	1,2%	1,1%
Machines et équipement de transport	-1,1%	19,1%	-0,8%	-4,7%	-2,6%	14,9%	-	136,0%	85,1%	-9,0%	-19,0%
Divers Articles manufacturés	4,8%	15,8%	17,8%	-3,0%	15,2%	2,3%	-	214,5%	3,6%	-5,0%	21,8%
Produits et transactions non classifiés ailleurs	105,2%	-	150,9%	-	160,1%	-51,3%	-	476,5%	8,5%	-73,3%	1029,5%
Total	-4,2%	19,8%	-1,8%	6,2%	26,5%	-7,2%	-	117,4%	29,0%	0,7%	2,8%

Source : INSTAT

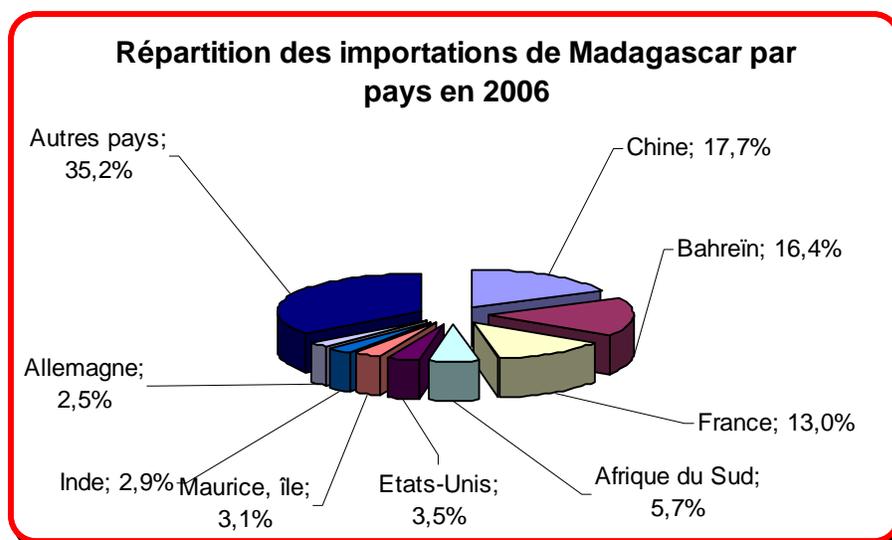
En 2003 et 2004, les importations de Madagascar sont en forte augmentation. Cette hausse de la valeur des produits importés est surtout la conséquence de la détaxation des biens d'équipements.

IV.2.2 Pays de provenance des produits importés

Au cours des dix dernières années, à l'importation, le rang des zones géographiques sur la provenance des produits selon la valeur caf est le suivant :

- 1- les pays européens, plus de 33%,
- 2- les pays de l'Asie plus de 20%,
- 3- les pays de l'Afrique, près de 10%,
- 4- les pays de l'Océan Indien, près de 6%,
- 5- les pays de l'Amérique, près de 5%,
- 6- les autres pays, près de 4%.

Jusqu'en 2003, la France reste toujours le premier pays importateur de Madagascar. Cependant à l'importation, on assiste à une part grandissante des pays asiatiques, en particulier de la Chine, mais aussi de l'Afrique du Sud. Par ailleurs, la chute de la part des importations d'origine européenne n'exclut pas une légère hausse de leur valeur nominale.



Depuis l'année 2004, la Chine devient le premier pays importateur de Madagascar et qui occupe environ 17% des importations totales.

IV.2.3. Importations de Madagascar vers Chine

En ce qui concerne les échanges avec la Chine, beaucoup de produits y sont importés. La part des importations de Madagascar vers la Chine évolue très rapidement, en passant de 3,7% en 1995 à 17,8% en 2006.

Les produits manufacturés restent au premier rang des produits d'importation venant de la Chine. Les « machines et équipements de transport » sont au second rang, qui sont en nette progression depuis 1995. Cette situation découle par le fait que la relation entre la Chine et Madagascar devient plus en plus importante.

En 2006, plus de 77% des biens importés venant de la Chine sont des produits manufacturés, et qui représentent 39% de ces produits importés par Madagascar.

Tableau 19 : Importation de Madagascar en provenance de la Chine en 2006

	2006		
	Chine (en Milliers USD)	Total (en Milliers USD)	Part de Chine par rapport au total
Nourriture et animaux vivants	820	200 210	0,41%
Boissons et tabac	197	5 728	3,45%
Matériaux bruts, non comestibles, excepté des carburants	250	25 093	1,00%
Minéraux Combustibles, lubrifiants et matières apparentées	2 294	328 585	0,70%
Huiles animales et végétales, graisses et cires	31	49 811	0,06%
Produits chimiques et produits connexes, n.e.s.	17 263	150 565	11,47%
Produits manufacturés classifiés principalement par le matériel	203 235	519 027	39,16%
Machines et équipement de transport	50 115	336 960	14,87%
Divers Articles manufacturés	37 262	134 015	27,80%
Produits et transactions non classifiés ailleurs	0	935	0,00%
Total	311 468	1 750 929	17,79%

Source : INSTAT

Parmi les principaux produits d'importation figurent aussi les produits chimiques dont la part de la Chine par rapport aux importations totales est de 11,5%.

Tableau 20 : Evolution de la part des importations par groupe de produits de Madagascar vers la Chine

Label	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Nourriture et animaux vivants	0,22%	0,47%	3,06%	0,27%	8,69%	20,01%	8,17%	0,57%	9,03%	2,47%	1,86%	0,41%
Boissons et tabac	0,05%	0,50%	0,20%	0,34%	1,12%	1,13%	1,09%	2,11%	2,30%	4,60%	1,68%	3,45%
Matériaux bruts, non comestibles, excepté des carburants	0,15%	1,31%	0,72%	0,12%	1,57%	0,50%	0,14%	2,53%	0,47%	1,31%	0,75%	1,00%
Minéraux Combustibles, lubrifiants et matières apparentées	0,49%	0,58%	0,69%	1,21%	0,93%	0,67%	0,59%	0,71%	0,70%	0,45%	0,69%	0,70%
Huiles animales et végétales, graisses et cires	0,01%	0,03%	0,35%	0,02%	0,00%	0,00%	0,00%	0,14%	0,11%	0,10%	0,25%	0,06%
Produits chimiques et produits connexes, n.e.s.	3,59%	4,50%	3,56%	2,96%	4,53%	3,55%	3,98%	3,49%	3,43%	5,37%	6,06%	11,47%
Produits manufacturés classifiés principalement par le matériel	7,35%	6,72%	12,53%	11,74%	14,13%	23,88%	18,99%	9,66%	28,85%	35,06%	28,74%	39,16%
Machines et équipement de transport	2,16%	2,92%	3,30%	4,96%	6,34%	7,04%	7,94%	11,09%	12,60%	15,48%	12,75%	14,87%
Divers Articles manufacturés	9,25%	9,62%	13,22%	13,32%	16,91%	17,36%	20,13%	26,30%	27,85%	24,76%	23,08%	27,80%
Produits et transactions non classifiés ailleurs	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Total	3,69%	3,71%	5,86%	6,19%	8,33%	11,89%	8,91%	5,56%	14,78%	17,11%	14,07%	17,79%

Source : INSTAT

La Chine dispose un réservoir quasi illimité de main d'oeuvre non qualifiée et un potentiel considérable de personnel qualifié qui leur permettent d'être compétitive sur de très nombreux marchés. Si elle a dépassé les Etats Unis pour devenir le premier exportateur mondial de produits relevant des technologies de l'information et de la communication – pour la plupart fabriqués par des filiales étrangères, la Chine domine également les marchés de biens peu sophistiqués et son offre est adaptée à la demande des pays en développement. Pour le cas de Madagascar, les matériels Tic provenant de la Chine occupent une place importante et qui représentent environ de 4% des importations totales en valeur.

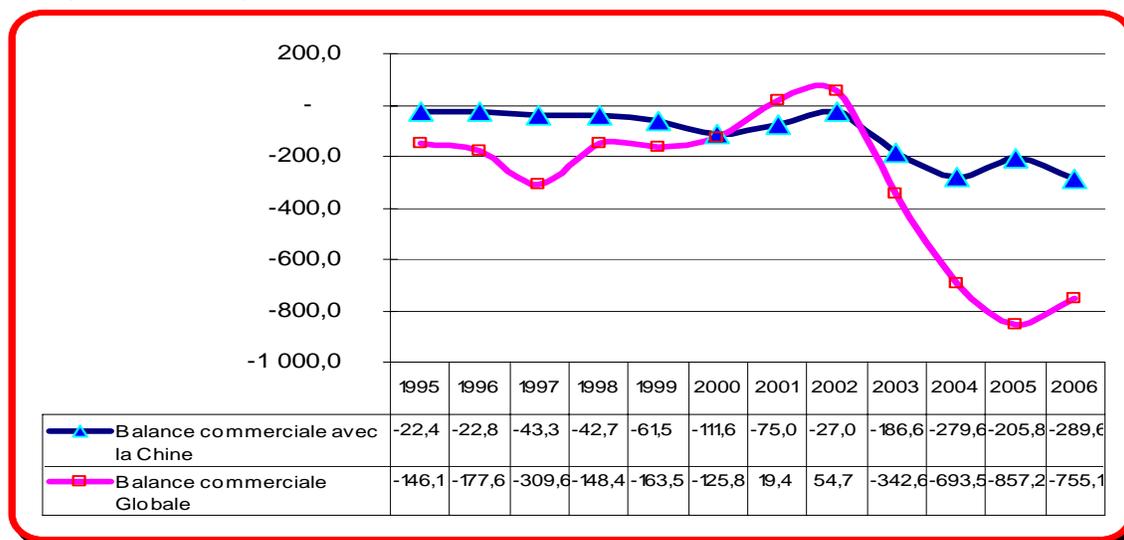
IV.3 Balance commerciale avec la Chine

La croissance économique de la Chine au cours des deux dernières décennies a eu des conséquences majeures sur la scène internationale. Ainsi, les moteurs de la croissance chinoise ont été l'exportation et l'investissement. Encouragé par l'abondance de liquidités et des taux d'intérêt bas, cet effort sans précédent est inférieur à l'épargne domestique. La balance des paiements courants de la Chine est structurellement excédentaire. Cette situation a évidemment eu des répercussions considérables dans différents domaines dans leurs pays

partenaires, entre autres la concurrence croissante des produits moins chers au détriment des produits fabriqués localement, l'aggravation des déficits commerciaux des pays partenaires.

Si les échanges de Madagascar avec la Chine connaissent un essor considérable depuis de la dernière décennie, les exportations restent toujours largement inférieures aux importations. En effet, la balance commerciale de Madagascar avec la Chine reste déficitaire et tend à se creuser. Le graphique ci-dessous montre que, si en 1995, le déficit commercial avec la Chine était de -22,4 Millions USD en 1995, il est de -298,6 Millions USD en 2006. Durant une décennie, le déficit se multiplie donc de dix fois.

Graphique 3 : Evolution des balances commerciales globales de Madagascar et balances commerciales avec la Chine (en Millions USD)



Source : INSTAT

Le test de causalité a mis en évidence une relation significative entre le déficit commercial global de Madagascar et celui avec la Chine. Ainsi, les résultats économétriques montrent que le déficit commercial avec la Chine est un facteur déterminant du déficit commercial global de Madagascar. Au cours d'une dernière décennie, le déficit commercial avec la Chine contribue en moyenne à la hauteur de 38% du déficit commercial global de Madagascar.

IV.4 Impact et perspectives

L'intensification des relations commerciales entre la Chine et l'Afrique sub-saharienne a coïncidé avec une accélération de la croissance africaine. En contribuant au redressement des cours des matières premières, l'appétit chinois a été plus efficace que les projets de stabilisation. L'analyse d'Eichengreen (2005) sur les conséquences de la croissance chinoise montre que les pays spécialisés dans la production et l'exportation de composants, de biens d'équipement et de matières premières en bénéficient alors que ceux qui sont engagés dans la production de biens de consommation subissent les effets de la concurrence chinoise. Ces conclusions rejoignent celles de Lall (2004, 2005) qui a analysé l'impact des exportations chinoises sur l'Asie et l'Amérique latine. Ces résultats suggèrent que les pays africains bénéficient de l'émergence chinoise. Selon les statistiques du FMI (DOTS), une dizaine dégage un surplus dans leurs échanges avec la Chine (l'Angola et le Soudan étant les principaux bénéficiaires) alors que pour les 20 autres pays, ces échanges sont déficitaires.

L'impact est important pour les pays miniers mais beaucoup moins pour les pays exportateurs de produits agricoles.

Les conséquences de l'émergence de la Chine sur l'Afrique peuvent être appréciées du côté de la demande et de l'offre.

A moins d'une crise (crise du dollar, pandémie), la croissance chinoise maintiendra un rythme élevé à moyen terme et dynamisera la demande de matières premières. Cette tendance générale peut néanmoins s'accompagner d'évolutions sectorielles plus contrastées car sur plusieurs marchés, la Chine peut passer de la situation d'importateur, qui tire les prix à la hausse, à celle d'exportateur qui fait baisser les prix. En outre, lorsqu'elle est le principal client, son pouvoir de marché peut lui permettre de faire baisser les prix. L'évolution des cours dépendra également de la réponse de l'offre. Les perspectives de la demande chinoise conduisent à ouvrir de nouvelles mines, moderniser des installations existantes et ces investissements peuvent conduire à une stabilisation voire à un retournement des cours.

La croissance chinoise dynamisera les exportations africaines mais pourra également accentuer la volatilité des cours. La Chine a ouvert son marché en accordant un traitement tarifaire préférentiel aux pays les moins avancés, mais cette mesure n'a pas encore eu d'impact sur les exportations africaines. Pour le cas de Madagascar, l'exportation vers la Chine est toujours insuffisante par rapport aux valeurs des importations et cela depuis d'une décennie. Cette situation aggrave le déficit commercial malgache et risque de fragiliser la situation des réserves extérieures de la Banque Centrale de Madagascar. Si l'Europe la principale destination des exportations malgache, la part de la Chine reste encore relativement faible et représente 2,2%.

L'offre industrielle chinoise est adaptée à la demande des pays en développement. Dans la plupart des pays africains, les produits chinois (tissus, confection, électronique) ne se substituent pas à des fabrications locales mais concurrencent des produits importés plus onéreux. Pour le cas de Madagascar, le marché local est encore peu développé dans la mesure où 20% de la population vivent en milieu urbain et dans ce contexte, l'abondance des produits Chinois (alimentaires, textiles, jouets, chaussures, appareils,...) sur les marchés locaux pénalise les industries locales dans la mesure où les prix de produits Chinois sont largement inférieurs au prix de revient des industries locales et l'offre est en abondance. La compétitivité des industries locales est faible par rapport au rapport qualité-prix d'un produit chinois notamment les produits textiles et les produits alimentaires. Dans la Capitale Antananarivo, l'expansion et la domination chinoise peuvent être analysées via le développement rapide d'un centre commercial à Behoririka (nom du quartier) en plein centre de la Capitale à l'image de ChinaTown. A cela s'ajoute le développement des restaurations. Cependant, ces importations améliorent le bien être des populations dans la mesure où les prix des biens de consommation en provenance de Chine sont à la portée des pouvoirs d'achats de la population.

Le développement de ces activités commerciales crée des emplois mais le niveau de salaire reste insuffisant par rapport au niveau des salaires dans le secteur privé malgache.

La concurrence chinoise exerce également une pression à la baisse sur le coût de l'investissement. Les équipements chinois (transport, agriculture) très bon marché constituent une alternative à des biens de meilleure qualité. Toutefois, la durée de vie de ces équipements n'est pas longue comparée aux équipements de même type en provenance de l'Europe.

CHAP V. AIDE

Depuis plusieurs années Madagascar bénéficie des Aides provenant des différents bailleurs Multilatéraux, Bilatéraux, des ONG internationaux, etc. En effet, plusieurs mécanismes ont été adoptés tant au niveau des bailleurs de fonds que des institutions nationales pour la coordination de l'aide. Au niveau des institutions nationales, le Programme d'Investissements Publics (PIP) est l'instrument privilégié de la coordination de l'aide dans la mesure où son élaboration repose sur une démarche visant à assurer une meilleure complémentarité de l'aide apportée par les bailleurs de fonds. Outre la préparation et le suivi du PIP, dans certains secteurs, notamment le développement rural, la santé, la population, l'éducation et l'environnement, l'« approche programme » est de rigueur. Conformément à ce concept, les interventions des différents bailleurs s'inscrivent dans le cadre des politiques nationales et des programmes sectoriels adoptés par le Gouvernement. La mobilisation des ressources extérieures pour ces secteurs est réalisée à travers les tables rondes regroupant les différents bailleurs et sur la base des politiques et programmes présentés par les départements ministériels. Au niveau des partenaires internationaux, des groupes thématiques multi-bailleurs ont été constitués dans quelques secteurs et/ou thèmes. L'objectif de ces groupes est de pouvoir harmoniser les interventions des différents bailleurs et d'échanger les points de vue pour une meilleure efficacité et la réalisation des objectifs sectoriels, selon leur politique respective.

V.1 Tendances de l'aide au développement

D'une manière générale, l'importance du volume de décaissements au titre de l'ajustement structurel, l'annulation de la dette et les décaissements liés aux performances des projets d'investissement affectent l'évolution de l'Aide Publique au Développement à Madagascar. En 1998, une forte diminution de l'APD a été constatée, 326 Millions USD contre 688,6 Millions USD (-52,5%) par rapport à 1997, car il n'existait pas de décaissement au titre de l'ajustement structurel.

En 1999, une légère augmentation a été enregistrée : + 48 Millions USD par rapport à 1998, ce qui correspond à 18 Millions USD décaissés par le FMI, 16 Millions USD par l'Union Européenne et 13 Millions USD par l'AFD au titre de décaissements de crédits d'ajustement structurel.

En 2000, les décaissements au titre de l'APD ont été de 295,2 Millions USD contre 374,5 Millions USD en 1999, ce qui équivaut à une diminution de 77,8 Millions USD. La faiblesse de la capacité d'absorption des projets d'investissement et la forte appréciation du dollar par rapport aux monnaies européennes ont été les principales causes de cette diminution.

En 2001, l'APD continue de diminuer de -22,7% passant de 295,2 Millions USD en 2000 à 230 Millions USD en 2001. Cette situation a été fortement marquée par la faiblesse du décaissement au titre de l'aide bilatérale qui a accusé une diminution de -46,5% en 2001 par rapport à 2000.

De 1998 à 2001, par type d'assistance, plus de 95% de l'APD sont constitués de projets d'investissement, de l'aide programme/budget ou appui à la balance des paiements et de la coopération technique. Si une baisse tendancielle de la part des projets d'investissement au profit de l'aide programme/budget ou appui à la balance des paiements a été observée jusqu'en 2000, la situation s'est renversée en 2001.

Néanmoins, l'aide programme/budget ou appui à la balance des paiements et la coopération technique sont les deux types d'assistance fortement affectés par la baisse de l'APD en 2001. L'aide programme/budget ou appui à la balance des paiements a subi une diminution de 46,6 Millions USD de 2000 à 2001, ce qui équivaut à -42%. Il faudrait toutefois noter que des efforts ont été faits pour la mobilisation des ressources suite aux cataclysmes naturels (cyclones) qui ont sévi Madagascar à la fin de l'année 2000 et au début de l'année 2001. Cette situation a été due particulièrement à la lenteur des décaissements et au manque de célérité des responsables.

Par groupe de donateurs, de 1998 à 2001 la part de l'aide multilatérale a toujours été supérieure à celle de l'aide bilatérale (58% en 1998, 52% en 1999, 64% en 2000 et 74% en 2001). Toutefois, en 2001, l'aide multilatérale a accusé une baisse de 21 Millions USD et l'aide bilatérale, une diminution de -48 Millions USD par rapport à 2000. La part des ONGs, bien que modeste, a augmenté, passant à 2,2% en 2001 contre 1,35% en 2000.

En 2001, la Banque Mondiale et l'Union Européenne restent les principaux bailleurs de fonds multilatéraux en apportant 75% de l'aide multilatérale et les Etats Unis d'Amérique et la France constituent les principaux donateurs bilatéraux apportant environ 68% de contribution à l'aide bilatérale.

De 1999 à 2001, l'aide multilatérale a tendance à se concentrer autour du secteur de la gestion économique. Par type d'assistance, les projets d'investissements ont occupé la première place dans l'aide multilatérale en 1998, 1999 et en 2001. Exceptionnellement en 2000, l'aide programme/budget ou appui à la balance des paiements a bénéficié de presque 50% de l'aide multilatérale.

En 2001, l'aide bilatérale est répartie en grande partie pour les ressources naturelles (29,5%) pour l'Agriculture, foresterie et pêche (18,8%) et pour la santé (18,6%). Elle est constituée de 57,8% en projet d'investissement et 33,5% en coopération technique. De 1998 à 2000, l'aide non remboursable occupe une part importante de l'APD de Madagascar ; pourtant sa part continue de diminuer progressivement passant de 70% en 1998 à 65% en 1999 à 56% en 2000 ; en 2001, elle ne représente que 46% de l'APD, équivalent à 105 Millions USD.

Selon les conditions d'octroi et par type d'assistance, environ 15% des décaissements au titre de dons reviennent aux projets d'investissement (48% en 1998, 50% en 1999 et 42% en 2000 et 44% en 2001). Concernant les prêts, plus de 95% des décaissements sont constitués par l'aide programme/budget, les projets d'investissement et la coopération technique. Les prêts ont tendance à augmenter de 1998 à 2001 avec un léger fléchissement en 2001.

En 2001, les cinq secteurs considérés de concentration représentent environ 70,2% de l'Aide Publique au Développement (APD). Il s'agit des ressources naturelles (25,5 millions USD soit 15,4% de l'APD), de la Santé (24,3 millions USD soit 14,7%), de l'Agriculture, foresterie et pêche (25,5 millions USD soit 15,4%), du Développement régional (24,7 millions USD soit 14,3%) et du Transport (17,1 millions USD soit 10,4%).

L'aide extérieure finance, à travers divers instruments (remise de dettes, aide en nature, aide budgétaire, et aides projets) plus de 44% du budget en 2006.

Les partenaires internationaux de Madagascar ont vigoureusement soutenu le DSRP et travaillent pour aligner leurs stratégies d'aide publique au développement sur le MAP. L'accord pour la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) avec le FMI a été signé mi-2006 et tient largement compte du MAP (Madagascar Action Plan). Les cinq principaux bailleurs de fonds de Madagascar, constituant ensemble près de 86% de

l'Aide Publique au Développement (APD) brute reçue en 2003-2006, sont la Banque mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne, la France et les Etats-Unis. L'assistance d'au moins trois des ces organismes d'aide les plus importants est en train de se mettre en place : la Banque mondiale, avec sa prochaine Stratégie d'Assistance-Pays (CAS), l'Union Européenne dans le cadre de la préparation du 10e FED et la Banque Africaine de Développement avec Document de Stratégie Pays pour la période 2008-2013.

V.2 APD en Provenance de Chines

Globalement, l'aide multilatérale a occupé plus de 50% de l'APD de Madagascar de 1998 à 2000. En 2001, elle a même atteint 74% de l'APD. En volume, elle se situe autour de 190 Millions USD de 1998 à 2000 pour diminuer à 169,5 Millions USD en 2001.

L'aide bilatérale a tendance à diminuer aussi bien en volume (175 Millions USD en 1999 à 55 Millions USD en 2001) qu'en pourcentage (47% en 1999 à 24% en 2001).

Pour la France, sa contribution a diminué car l'année 2001 a été l'année de démarrage de la mise en oeuvre des plans d'actions arrêtés lors de la Commission Mixte Franco-malgache en Mai 2000.

Par contre, la part des ONGs, bien que minime, tend à augmenter : un peu moins de 1% en 1998 à 2,2% en 2001.

La contribution des dix principaux bailleurs de fonds de Madagascar durant les années 2000 et 2001 représente 92,7% de l'APD cumulée de 2000 et 2001. L'aide apportée par la Banque Mondiale, le Fonds Européen pour le Développement, les Etats Unis d'Amérique, le Japon et la France représente 77,5% pour 2001.

En 2001, les décaissements des principaux bailleurs de fonds ont tendance à diminuer sauf ceux de la Banque Mondiale, des Etats-Unis d'Amérique et du Japon.

En 2000, la contribution de la Chine ne représente que 0,7% de l'aide totale en 2000. Elle a intervenu dans la construction des routes et des logements sociaux, dans la mise à disposition des médecins dans les quatre centres hospitaliers du pays et dans la fourniture de médicaments

CONCLUSION

Les relations bilatérales entre Chine et Madagascar date plusieurs années, et cette année, les deux pays vont célébrer le 35^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et Madagascar.

En matière des échanges commerciaux entre Chine et Madagascar, les relations deviennent de plus en plus importantes au cours de cette dernière décennie. Les tendances actuelles du commerce régional ont montré une augmentation notable et continue de la valeur des importations originaires de la Chine, et une hausse d'exportation modeste des exportations de Madagascar vers la Chine. Les évolutions des importations et exportations de Madagascar avec la Chine n'évoluent pas au même rythme, entraînant un déséquilibre du commerce. Les échanges sont bien évidemment au profit de la Chine.

En matière d'investissement direct étranger, le poids des investisseurs chinois n'est pas négligeable et situe autour de 10%. La majorité des capitaux chinois proviennent de Hong-Kong. Les sociétés chinoises sont parmi les pourvoyeurs d'emplois à Madagascar.

Il importe de mentionner que seulement la structure des stocks IDE de 2000 à 2006 est disponible alors que celle des investissements de portefeuille n'est pas du tout disponible. Ceci tend à limiter la portée de notre analyse en terme de flux de capitaux.

Si la participation de la France au Capital social est très dominante à Madagascar, la participation de la Chine a connu une hausse de 0,8% à 10,9% sur la même période et exerce une influence négative sur la situation de la France. Ceci atteste le renforcement de la position de la Chine et contrebalance en quelque sorte les impacts de la colonisation française sur la situation actuelle.

Dans ce contexte, cette participation de la Chine est axée sur la télécommunication nationale et les activités financières. Même si la télécommunication privée s'est développée à Madagascar comme celtel et orange, la couverture nationale de la télécommunication reste encore insuffisante. De plus, le niveau encore faible de la couverture de la micro finance offre une opportunité pour les investisseurs chinois.

En tout cas, les investisseurs chinois ont l'ambition de couvrir tous les secteurs à Madagascar. Faisant suite à cette hausse des IDE chinois, le nombre d'emplois offerts à Madagascar s'est augmenté aussi en conséquence.

Le taux de pression fiscal à Madagascar reste encore faible (11% en 2007) et les besoins de financement pour l'économie ne sont pas satisfaits. A cet effet, les autorités chinoises s'efforcent de satisfaire partiellement soit en terme de dons soit en terme de prêts ces besoins de financements. Les APD de la Chine n'ont cessé d'augmenter depuis 1998.

En bref la coopération avec la Chine est mutuellement avantageuse et la Chine a promu le développement de la culture à Madagascar.

Les projets en cours à Madagascar, et qui impliquent l'aide chinoise, sont par ailleurs très visibles, pour ne citer que la construction d'une salle de conférence internationale destinée

notamment à accueillir le Sommet de l'Union Africaine prévu à Antananarivo en 2009, ainsi que la construction, grâce à un prêt concessionnel de 51 millions de dollars, d'un hôtel cinq étoiles, destiné à accueillir les différentes délégations, à proximité même de la salle de conférence.

Nous pensons que nous avons résumés les points saillants et selon le Madagascar Action Plan (MAP) qui la nouvelle génération du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté à Madagascar (DSRP), il est toujours opportun de renforcer et de développer la coopération avec la Chine parce que le DSRP que nous avons lancé en 2000 avec le PNUD, Banque Mondiale et FMI en vue d'atteindre les objectifs du millénaire a atteint le point d'achèvement en 2005 et n'a pas permis de réduire significativement la pauvreté malgache.

ANNEXE

TABLEAU 1 : Test de causalité entre la Balance commerciale Globale de Madagascar et Balance Commerciale avec la Chine

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 10/17/07 Time: 17:01

Sample: 1986 2006

Lags: 2

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Probability
BCCHIN does not Granger Cause BCG	20	4.68060	0.07152
BCG does not Granger Cause BCCHIN		5.55732	0.05363

Tableau 2 : Estimation de l'Equation entre la Balance commerciale Globale de Madagascar et Balance Commerciale avec la Chine

Dependent Variable: BCG

Method: Least Squares

Date: 10/17/07 Time: 17:11

Sample(adjusted): 1986 2006

Included observations: 21 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-8.48 ^E +09	2.40E+09	-3.534605	0.0077
BCCHIN	-0.795790	0.504172	-1.578411	0.1531
BCCHIN(-1)	-1.288586	0.544338	-2.367254	0.0454
R-squared	0.480151	Mean dependent var		-
				2.60E+09
Adjusted R-squared	0.350188	S.D. dependent var		4.04E+09
S.E. of regression	3.25 ^E +09	Akaike info criterion		46.87071
Sum squared resid	8.47 ^E +19	Schwarz criterion		46.97923
Log likelihood	-254.7889	F-statistic		3.694536
Durbin-Watson stat	0.978243	Prob(F-statistic)		0.073032

BIBLIOGRAPHIES ET REFERENCES

- Bulletin économique annuelle 2004 – 2005 – 2006. Banque Centrale de Madagascar
- Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. 2005
- Enquêtes Périodiques auprès des Ménages (EPM) 2001 à 2005. INSTAT
- IMPACT de l'APE sur l'économie Malgache, CREAM Madagascar 2005
- Madagascar Action Plan, 2007-2011
- Moteur économique pour la réduction de la pauvreté à Madagascar. INSTAT/USAID. Mai 2003
- Objectifs du Millénaire pour le Développement. Rapport mondial 2007. Système des Nations Unies. 2007
- Perspectives économiques en Afrique. OCDE. 2006
- Plan cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement (UNDAF) Madagascar 2008-2011. Système des Nations Unies. Juin 2007
- Rapport Annuel 2005. Bilan de l'exercice. Banque Mondiale. 2005
- Rapport de suivi DSRP. Juin 2007
- Rapport National sur le Développement Humain Madagascar 2006 : Les technologies de l'information et de la communication et développement humain. PNUD. Avril 2007
- STATECO N°100 2006/INSEE, Paris
- The export processing zones in Madagascar: Project for the improvement of productivity through the promotion of decent work". UNDP, ILO, CRS. February 2005
- Série de rapport sur « Investissement direct étranger à Madagascar », 2003 – 2004 – 2005 – 2006- 2007, Banque Centrale de Madagascar.
- Les échanges entre la Chine et l'Afrique : Situation actuelle, perspectives et sources pour l'analyse , Jean Raphaël Chaponnière, STATECO N°100, 2006.
- China and India: What's in it for Africa? mimeo, Chen M-X. A., Goldstein N., Pinaud et Reisen H. (2005), OECD Development Centre, Paris.

Tableau 3 : Exportation totale de Madagascar en Milliers de \$USD

Label	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Food and live animals	305 424	237 712	198 010	245 572	250 236	272 610	414 946	391 119	474 857	375 808	246 834	324 695
Beverages and tobacco	1 795	2 159	1 632	2 143	1 475	2 625	1 015	336	660	968	1 395	2 451
Crude materials, inedible, except fuels	47 014	42 706	46 290	42 157	34 115	43 798	42 089	38 001	41 107	51 360	86 817	74 311
Mineral fuels, lubricants and related materials	19 581	18 616	10 376	18 212	7 698	43 228	99 134	28 960	39 382	37 956	42 754	79 622
Animal and vegetable oils, fats and waxes	263	375	146	333	131	77	138	253	61	416	788	665
Chemicals and related products, n.e.s.	9 245	10 734	6 632	8 272	11 918	13 072	12 475	9 968	10 304	9 170	13 199	15 134
Manufactured goods classified chiefly by material	27 200	26 529	66 599	53 521	71 345	112 008	29 067	29 932	29 839	38 167	53 245	69 278
Machinery and transport equipment	9 436	7 914	9 434	29 677	18 685	12 595	13 733	13 304	105 396	27 768	32 113	25 129
Miscellaneous manufactured articles	84 658	98 746	97 918	184 569	218 980	358 186	319 761	145 925	267 270	456 404	368 622	404 497
Commodities and transactions not classified elsew	30	22	10	7	5	7	15	1	2	2	0	31
Total	504 646	445 513	437 047	584 463	614 590	858 205	932 374	657 799	968 878	998 019	845 767	995 813

Tableau 4 : Exportation de Madagascar vers la Chine en Milliers de \$USD

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Food and live animals	481,6	24,4	-	63,2	386,8	233,2	457,6	134,1	622,0	163,8	576,1	101,2
Beverages and tobacco	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1	-
Crude materials, inedible, except fuels	1 074,7	301,4	230,0	2 545,0	2 702,4	4 376,6	5 034,4	4 488,6	5 575,0	5 854,0	30 608,0	19 090,1
Mineral fuels, lubricants and related materials	5,4	-	-	-	23,9	-	-	-	-	-	268,0	265,1
Animal and vegetable oils, fats and waxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chemicals and related products, n.e.s.	-	-	138,7	1,0	42,6	209,4	-	74,0	353,0	261,5	382,9	620,9
Manufactured goods classified chiefly by material	56,8	26,3	20,7	10,2	48,1	439,0	546,8	1 687,3	608,9	3 046,1	1 439,6	1 426,0
Machinery and transport equipment	-	27,7	-	-	-	-	-	-	19,8	341,6	337,7	255,3
Miscellaneous manufactured articles	9,8	3,9	0,1	30,6	45,8	158,5	374,9	129,2	53,1	128,0	141,0	130,9
Commodities and transactions not classified elsew	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1 628,3	383,7	389,5	2 650,0	3 249,5	5 416,6	6 413,7	6 513,2	7 231,8	9 795,1	33 753,5	21 889,6

Tableau 5 : Importation totale de Madagascar en Milliers de \$USD

Label	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Food and live animals	70 995	61 376	59 355	65 724	73 380	89 610	98 281	65 853	168 633	172 141	216 810	200 210
Beverages and tobacco	2 756	2 482	3 710	3 136	3 860	4 359	5 803	4 201	6 903	5 143	3 898	5 728
Crude materials, inedible, except fuels	11 671	8 325	8 840	7 272	4 858	4 620	8 090	2 311	7 254	14 886	9 342	25 093
Mineral fuels, lubricants and related materials	79 772	107 792	117 912	102 173	132 973	224 304	206 571	206 773	209 829	229 056	267 874	328 585
Animal and vegetable oils, fats and waxes	19 940	17 161	29 095	18 839	17 036	36 956	27 550	27 817	63 905	72 882	41 791	49 811
Chemicals and related products, n.e.s.	72 768	62 758	78 698	73 315	72 485	78 266	85 963	73 648	111 807	116 938	124 018	150 565
Manufactured goods classified chiefly by material	179 979	150 036	197 040	202 601	225 130	293 280	199 353	82 266	383 994	507 106	513 279	519 027
Machinery and transport equipment	170 145	168 197	200 271	198 614	189 198	184 199	211 685	104 641	246 949	457 180	415 846	336 960
Miscellaneous manufactured articles	42 472	44 529	51 573	60 729	58 915	67 880	69 415	35 577	111 901	115 892	110 069	134 015
Commodities and transactions not classified elsew	212	434	195	488	221	575	280	50	286	310	83	935
Total	650 710	623 090	746 688	732 892	778 057	984 051	912 991	603 136	1 311 461	1 691 534	1 703 009	1 750 929

Tableau 6 : Importation de Madagascar en provenance de la Chine en Milliers de \$USD

Label	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Food and live animals	159	291	1 813	174	6 378	17 935	8 029	375	15 223	4 258	4 025	820
Beverages and tobacco	1	12	7	11	43	49	63	89	159	236	65	197
Crude materials, inedible, except fuels	18	109	64	9	76	23	12	58	34	196	70	250
Mineral fuels, lubricants and related materials	394	624	816	1 236	1 240	1 492	1 216	1 476	1 469	1 030	1 838	2 294
Animal and vegetable oils, fats and waxes	2	5	103	3	1	1	1	39	67	70	104	31
Chemicals and related products, n.e.s.	2 611	2 826	2 802	2 167	3 283	2 779	3 418	2 572	3 831	6 282	7 510	17 263
Manufactured goods classified chiefly by material	13 231	10 078	24 694	23 793	31 819	70 021	37 857	7 946	110 771	177 804	147 504	203 235
Machinery and transport equipment	3 674	4 904	6 618	9 851	11 986	12 966	16 818	11 603	31 116	70 775	53 023	50 115
Miscellaneous manufactured articles	3 930	4 285	6 818	8 090	9 962	11 786	13 972	9 358	31 165	28 700	25 404	37 262
Commodities and transactions not classified elsew	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	24 020	23 134	43 735	45 334	64 788	117 052	81 386	33 516	193 834	289 353	239 543	311 468